

Édito

de Sylvie Démurger, Directrice adjointe scientifique de l'InSHS

Le renforcement des activités de recherche à dimension internationale est une priorité scientifique transversale du CNRS que l'InSHS, en lien avec la Direction de l'Europe

de la Recherche et de la Coopération du CNRS (DERCI), décline à son échelle [p2]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Recruter un apprenti pour un laboratoire de l'InSHS

Comme tous les ans, le CNRS lance sa campagne de recrutement d'apprentis pour 2018/2019 [p3]

FOCUS

Révolutions de 1917 en Russie. Discours, langue, culture

2017 n'est pas seulement l'année du tricentenaire de la visite en France de Pierre le Grand, mais aussi celle du centenaire des révolutions de 1917 [p5]

TROIS QUESTIONS A...

Jean-Luc Delpeuch, sur le programme « 1000 doctorants pour

Depuis février 2016, Jean-Luc Delpeuch est président d'HESAM Université. Il est à l'initiative du programme « 1000 doctorants pour les territoires » [p7]

VALORISATION

Le partage de l'enquête

L'enquête a été choisie par l'IHEST et le CNRS comme thème structurant d'un Atelier de formation. L'IINHESJ et l'IRCGN se sont associés à la conception de cet Atelier dont Mathias Girel et Caroline Petit ont été les porteurs scientifiques [p14]

VIE DES RÉSEAUX

Journées des Jeunes Américanistes 2017 : « Espaces et lieux des conflits »

Les huitièmes Journées des Jeunes Américanistes (JJA), intitulées Espacios y lugares de los conflictos, ont eu lieu en de façon simultanée à Lima et à Madrid, du 3 au 5 juillet 2017 [p9]

OUTILS DE LA RECHERCHE

Le PCN défi sociétal 6 – SHS

Les PCN d'H2020 ont pour mission d'accompagner la communauté des chercheurs de toutes disciplines dans la réponse aux appels à projets de recherche portés par la Commission Européenne [p12]

ZOOM SUR...

La recherche en sciences humaines et sociales au musée

Le présent dossier réunit un ensemble de contributions qui invitent à penser les raisons pour lesquelles les recherches menées à l'InSHS irriguent la réflexion muséographique et réciproquement [p17]

CAMPUS CONDORCET # PERPSECTIVES

Le Grand équipement documentaire Campus Condorcet, bibliothèque délégataire de CollEx-Persée

Au printemps dernier, le GED a été sélectionné pour faire partie des neuf bibliothèques délégataires du Gis CollEx-Persée [p33]

UN CARNET À LA UNE

DLIS. Digital Libraries & Information Sciences [p35]

LIVRE



Le plafond de verre et l'État, Catherine Marry, Laure Bereni, Alban Jacguemart, Sophie Pochic. Anne Revillard, Armand Colin, 2017

Dans le sillage des lois sur la parité des années 2000, la

nelles est devenue un problème public, objet tout en accueillant des chercheurs issus d'autres de lois et de dispositifs de plus en plus contrai- disciplines mais s'intéressant aux questions argnants [...]

voir toutes les publications

Créée en 2004, la revue Marges est une initiative de jeunes chercheurs et doctorants en Arts plastiques de l'Université Paris 8. Aujourd'hui, la revue publie autant des travaux de chercheurs étran-

rareté des femmes gers reconnus que ceux de jeunes chercheurs aux sommets des organisations profession- et couvre l'ensemble des disciplines artistiques, tistiques [...]

voir toutes les revues







Édito

de Sylvie Démurger Directrice adjointe scientifique de l'InSHS

Le renforcement des activités de recherche à dimension internationale est une priorité scientifique transversale du CNRS que l'InSHS, en lien avec la Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération du CNRS (DERCI), décline à son échelle. Une insertion solide dans les réseaux scientifiques internationaux est en effet nécessaire pour le renouvellement des dynamiques de recherche, tant sur les objets que sur les référentiels théoriques et méthodologiques, et pour une diffusion large de la production scientifique des unités de l'InSHS.

Le dispositif scientifique en appui à la politique internationale de l'InSHS s'articule autour de plusieurs volets qui visent à accompagner la mobilité internationale des chercheurs et enseignants-chercheurs d'une part, et à favoriser la structuration de programmes de recherche à l'international d'autre part. La mobilité internationale des chercheurs et enseignants-chercheurs est cruciale pour le travail scientifique, que ce soit pour la collecte de données ou le travail de terrain, pour l'échange sur des questionnements théoriques ou méthodologiques, ou plus généralement pour l'insertion dans des réseaux scientifiques. Ces éléments sont eux-mêmes décisifs pour répondre avec succès à des appels d'offre internationaux de haut niveau.

Le dispositif proposé par l'InSHS permet d'accompagner la mobilité des chercheurs et enseignants-chercheurs pour des séjours de moyenne comme de longue durée. Le programme de Soutien à la mobilité internationale (SMI) mis en place depuis 2013 permet ainsi aux chercheurs, enseignants-chercheurs et ingénieurs de recherche des unités de recherche dont le CNRS est tutelle ou cotutelle d'effectuer chaque année des séjours de 3 à 9 mois dans des institutions étrangères partout dans le monde. Plus de 120 mois de mobilité par an sont financés par ce biais. La mobilité de longue durée (2 à 3 ans) est quant à elle accompagnée par le biais des délégations (pour les enseignants-chercheurs) ou affectations (pour les chercheurs) dans une unité du réseau des Unités Mixtes à l'étranger que l'InSHS co-pilote avec des institutions partenaires. Au total, près d'une centaine de chercheurs, enseignants-chercheurs et ingénieurs de recherche sont affectés par l'InSHS dans ces unités à l'étranger.

Le CNRS joue donc un rôle important dans le développement de la présence scientifique française à l'étranger à travers son réseau d'Unités Mixtes à l'étranger, au premier rang desquelles on trouve les 26 Unités Mixtes des Instituts Français de Recherche à l'Etranger (Umifre) présentes sur les différents continents, que l'InSHS co-pilote avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères depuis 2007. Les Umifre, particularité des SHS dans le dispositif général des Unités mixtes à l'étranger, offrent des plateformes de services uniques au monde. Aux 26 Umifre s'ajoutent par ailleurs 3 unités de service et de recherche (USR), en cotutelle avec les écoles françaises à l'étranger ou des services de recherche locaux, et 3 Unités Mixtes Internationales (UMI) sur des thématiques spécifiques en partenariat avec des universités étrangères. C'est un dispositif unique à cette échelle en France pour les spécialistes de sciences humaines et sociales et qui est regardé avec beaucoup d'intérêt par nos collègues européens.

L'InSHS est par ailleurs attentif à renforcer le rôle des Unités Mixtes à l'étranger dans la formation par la recherche et offre à ce titre 4 contrats doctoraux par an, conduits dans une école doctorale française en lien avec une UMI ou une Umifre, qui permettent aux doctorants financés d'effectuer une mobilité longue (de 20 mois) dans l'UMI/Umifre partenaire.

Outre la mobilité internationale du personnel des unités de recherche dont le CNRS est tutelle ou cotutelle, l'Institut met également à disposition des chercheurs et enseignants-chercheurs les outils d'aide du CNRS à la structuration de la recherche à l'international. Ces outils de structuration que sont les Projets de recherche conjoints (PRC), les Projets internationaux de coopération scientifique (PICS), les Laboratoires internationaux associés (LIA) et les Groupements de recherche internationaux (GDRI) permettent aux chercheurs et enseignants-chercheurs d'établir et de renforcer des relations de collaboration scientifique autour de plusieurs types de projets (ateliers, programmes, réseaux, laboratoires sans murs). Ces actions visent à favoriser l'émergence de projets plus ambitieux qui pourront déboucher sur des financements de plus grande ampleur, par le biais des agences nationales de recherche et/ou de l'Union européenne. À titre d'exemple, sur les 5 dernières années, une dizaine de GDRI et LIA a donné lieu à des projets collaboratifs du programme FP7 ou à l'obtention d'ERC (consolidator et advanced). Enfin, pour les programmes européens, l'InSHS offre également un accompagnement au montage de projet, le rôle des Ingénieurs Projets Européens étant désormais reconnu comme décisif dans le montage de dossiers solides auprès de la Commission européenne.

Ce bref tableau des dispositifs principaux de la politique internationale de l'InSHS souligne l'importance que l'Institut, en ligne avec la politique de l'organisme, accorde au développement des actions scientifiques à l'international. Dans un contexte de restructuration du paysage scientifique français, il est plus que nécessaire de maintenir cette politique d'accompagnement à l'internationalisation des SHS et d'en favoriser la consolidation, notamment en associant de manière plus systématique les établissements français et les partenaires étrangers aux dispositifs proposés, que ce soit par le renforcement des liens institutionnels des Unités mixtes à l'étranger ou par le co-pilotage de programmes de soutien.

> Sylvie Démurger, Directrice adjointe scientifique de l'InSHS

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Recruter un apprenti pour un laboratoire de l'InSHS

Comme tous les ans, le CNRS lance sa campagne de recrutement d'apprentis pour 2018/2019.

Les laboratoires qui souhaitent faire une demande d'apprentis doivent s'adresser au service des ressources humaines de leur délégation et renseigner une fiche de recrutement. La campagne doit s'achever fin 2017, à des dates définies par chaque délégation.

Les laboratoires de l'InSHS sont tout à fait concernés par cette campagne d'apprentis qui s'adressent à tous les niveaux de diplômes et à toutes les spécialités de métier : par exemple aux professionnels de la BAP F (documentation, communication, édition, web, etc.), de la BAP D (archéologie, bases de données, etc.), de la BAP E (informatique) ou de la BAP J. L'apprenti doit être âgé de 16 à 25 ans (ou 30 ans dans certaines régions).

Pour faire une demande, il faut identifier un projet d'apprentissage dans l'unité et une formation en alternance correspondante. Il est aussi nécessaire de proposer un maître d'apprentissage présent dans le laboratoire, disponible et dont le diplôme ou la qualification est en adéquation avec le diplôme préparé par l'apprenti. Ce dernier critère est très important lors de l'agrément des maîtres d'apprentissage par la CNFP du CNRS (Commission Nationale de Formation Permanente). L'examen des demandes d'apprentis est fait par la CNFP quelle que soit la source de financement du contrat de l'apprenti (subvention d'état ou ressources propres).

La rémunération de l'apprenti est prise en charge soit sur la masse salariale du CNRS en fonction des possibilités fixées annuellement par la DRH du CNRS, soit sur les ressources propres de l'unité d'accueil. Les apprentis ne sont pas comptabilisés dans les plafonds d'emplois. Les frais de formation sont la plupart du temps prélevés sur les ressources propres du laboratoire qui doit s'engager avant le démarrage de l'apprentissage.

Depuis 2015, le nombre annuel d'apprentis recrutés par le CNRS a beaucoup progressé. L'année dernière, on comptait pas moins de 80 apprentis pour l'ensemble des instituts, délégations et directions fonctionnelles.

Quelques laboratoires de l'InSHS ont déjà pu accueillir des apprentis pour une période de un ou deux ans et le bilan de ce partenariat a toujours été très positif. C'est pourquoi l'InSHS souhaite que d'autres laboratoires puissent bénéficier de cette formule et les encourage à adresser une demande d'apprentis pour 2018/2019. La majorité des demandes d'apprentis a, pour l'instant, concerné les métiers de la BAP F (documentation et édition) et de la BAP E (développement informatique).

Pour obtenir des conseils sur le montage des dossiers, n'hésitez pas à contacter Michèle Dassa, la chargée de mission formation de l'InSHS.

Toutes les informations sur l'apprentissage dans la fonction publique sont disponibles en ligne.

Avantages et faiblesses de l'apprentissage. Entretien croisé entre un maître d'apprentissage et son apprenti au sein de l'unité InVisu

Au sein du laboratoire L'information visuelle et textuelle en histoire de l'art : nouveaux terrains, corpus, outils (In Visu, USR3103, CNRS / INHA), l'apprentissage est devenu monnaie courante. Juliette Hueber, chargée de ressources documentaires et secrétaire de rédaction d'ABE journal, a accueilli, depuis 2014, en tant que maître d'apprentissage, trois apprentis. C'est le cas de Laura Olber, apprentie de 2015 à 2017 dans le cadre d'un master en Ingénierie éditoriale et communication, à l'Université de Cergy-Pontoise. Toutes deux ont accepté, pour l'InSHS, de revenir sur leur expérience.

Juliette Hueber, comment avez-vous eu connaissance de cette procédure ? Combien d'apprentis avez-vous déjà accueilli?

Juliette Hueber – Notre laboratoire s'est interrogé sur la possibilité d'accueillir des apprentis et sur les procédures à suivre le jour où une étudiante en édition et communication nous a contactés pour nous demander de faire son apprentissage au sein de notre structure. Nous avons ainsi accueilli cinq apprentis et j'ai moimême été maître d'apprentissage de trois apprentis.

Laura Olber, comment avez-vous été recrutée ? S'agit-il d'une démarche individuelle auprès du laboratoire ou via la formation à laquelle vous étiez inscrite?

Laura Olber – J'ai découvert l'annonce postée par le laboratoire InVisu sur le site de l'Asfored — centre de formation des métiers

de l'édition, de la presse et de la communication — qui s'occupe de diffuser des offres d'emploi pour le secteur du livre. Cela s'est fait dès janvier, bien avant mon inscription en master.

Êtes-vous satisfaites de cette expérience, quels sont les points positifs et éventuellement négatifs ?

Juliette Hueber – Le laboratoire est extrêmement satisfait de ces différentes expériences et, à titre personnel, je trouve cela très enrichissant. J'encadre des apprentis en master que je suis donc sur deux années, ce qui me permet de les voir profondément évoluer et acquérir une maîtrise des procédures et un savoir-faire original par rapport à ce qui est enseigné dans les masters.

Les apprentis n'étant pas des employés sous-payés mais des étudiants qui complètent leur formation au sein d'une structure professionnelle, leur encadrement et leur accompagnement demandent que l'on y consacre du temps. C'est parfois chronophage mais cela s'est toujours avéré positif au sein de notre laboratoire. L'édition scientifique étant un aspect de l'édition qui n'est pas abordé dans les formations, j'ai ainsi réellement pu transmettre un savoir original aux apprenties que j'ai encadrées. De même, cela semble bénéfique au CNRS car nous formons les apprenties à la culture de cette institution et certaines d'entre elles ont ainsi décidé de passer les concours.

Un autre point très positif, mais qui exige beaucoup d'investissement, est que la présence d'un apprenti implique d'expliciter un flux de travail qui amène parfois au questionnement de ses propres pratiques. En bref, je pense que pour bien encadrer un apprenti, il faut non seulement maîtriser son poste mais aussi accepter de se remettre en question et adapter ses pratiques si nécessaire.

Les éléments négatifs semblent inhérents à une procédure de recrutement ; en effet, les démarches à faire prennent beaucoup de temps et sont à répéter à chaque nouvelle demande.

Laura Olber – Pour ma part, je suis extrêmement satisfaite de cette expérience. J'ai découvert une nouvelle facette de mon métier, l'édition scientifique publique, pour laquelle je me suis passionnée. C'est un écosystème très différent du secteur privé, qui n'est pas abordé en cours. J'ai acquis une culture scientifique, des compétences sur des outils très spécifiques et un regard neuf sur le métier que j'ai choisi. Par ailleurs, j'ai eu la chance d'être très bien encadrée par ma maître d'apprentissage et d'évoluer au sein d'une équipe plus que bienveillante, ce qui a contribué à faire de cet apprentissage une expérience réussie. Toutefois, l'alternance en master demande énormément d'investissement sur deux années. Il faut se consacrer avec autant d'énergie au laboratoire et aux cours. C'est un rythme difficile à tenir, mais une expérience totalement enrichissante.

Quelles difficultés particulières avez-vous rencontré?

Juliette Hueber – J'ai rencontré des difficultés pratiques et administratives. Mais, avec les apprenties elles-mêmes, cela s'est toujours bien passé.

Laura Olber, quelles sont vos perspectives professionnelles à l'issue du contrat d'apprentissage ?

Laura Olber – Suite à ce contrat d'apprentissage, j'ai décidé de passer le concours du CNRS. La perspective de pouvoir continuer à évoluer dans le secteur scientifique, de contribuer à la diffusion des résultats de la recherche, m'intéresse énormément.

Propos recueillis par Michèle Dassa

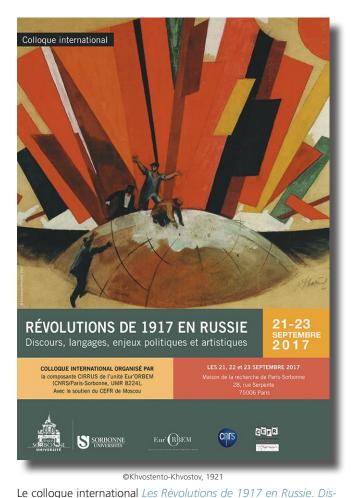
contact&info

► Michèle Dassa, InSHS

Michele.DASSA@cnrs-dir.fr

Révolutions de 1917 en Russie. Discours, langue, culture

2017 n'est pas seulement l'année du tricentenaire de la visite en France de Pierre le Grand, mais aussi celle du centenaire des révolutions de 1917. Avec la Première Guerre mondiale qui les a partiellement précipitées, ces révolutions ont inauguré un xxe siècle politique habile à bouleverser et souvent à brutaliser les sociétés. Ce grand chambardement a certes été rendu possible par des rapports de forces caractérisant un moment historique particulier, mais il a aussi été activé par les discours, la langue et la culture. Ceux-ci, en même temps qu'ils le promouvaient, s'en sont trouvés modifiés en retour. C'est pour étudier cette géométrie inversée que l'unité Cultures et sociétés d'Europe orientale, balkanique et médiane (Eur'ORBEM, UMR8224, CNRS / Université Paris-Sorbonne), attachée à l'étude des cultures et des sociétés d'Europe orientale, balkanique et médiane, a fait converger en 2017 une programmation d'ampleur.



cours, langages et enjeux politiques et artistiques, organisé par Marie-Christine Autant-Mathieu et Aleksandr Lavrov, a rendu compte de l'évolution des approches de la période révolutionnaire : celle-ci est envisagée non sur le mode de la rupture totale, et bien souvent héroïque, avec l'ancien, mais comme une forme

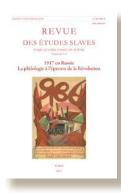
de « continuité dans les ruptures ».

La participation de Boris Kolonitski et Orlando Figes illustrait ce renouvellement, eux qui ont insisté sur la « longue révolution russe », de 1914 — voire de 1905 — à 1921. Ils ont mis ici l'accent sur la « longue violence », miroir de la « longue patience » qu'un dicton attribue au peuple russe (Orlando Figes) et sur la formation du culte du « chef du peuple », appelé à devenir un des piliers des totalitarismes du xxe siècle (Boris Kolonitski).

Lors des différentes sessions, ont été explorés les discours politiques, la langue (Sylvie Archaimbault, Aleksandra Pletneva), les bouleversements sociaux (culture sexuelle, place des femmes -Natalia Pushkareva), la consignation de la mémoire dans les documents de l'époque (chansons, lettres, journaux intimes - Catherine Depretto, Aleksandr Liarski), les célébrations et modes de commémoration (Pierre Gonneau, Emilia Koustova).

Une partie du colloque était dédiée à la « fabrique d'une nouvelle culture » dans les pratiques artistiques (Jutta Scherrer), les avant-gardes (Jean-Philippe Jaccard) et à l'intérieur des institutions (Laetitia Le Guay, Nadia Podzemskaïa). Tous replaçaient leur étude dans les contextes économique, intellectuel et scientifique, faisant ainsi la juste part aux réorientations et aux innovations.

Parallèlement, un deuxième colloque organisé à l'université de Caen sous la responsabilité de Boris Czerny, Révolutions de 1917 le chantier d'une nouvelle culture ?, envisageait les échos des révolutions russes en Europe centrale et accordait une large place à l'apport de la composante juive dans les manifestations de la culture et des arts. Une publication est prévue.



À travers son numéro 1917 en Russie : la philologie à l'épreuve de la Révolution. la Revue des études slaves a choisi de revenir sur l'année 1917 en Russie du point de vue de ses répercussions sur la langue, sur la configuration des disciplines qui y sont liées et sur les hommes dont c'est le champ d'études. Les différentes contributions examinent les modifications subies par la langue russe après 1917 : réforme orthographique, nouveautés lexicales, politique de la langue au sens large, nouvelles institutions, choix d'alpha-

bets pour les peuples non-russes...

Dès la fin du xixe siècle en Russie, un renouveau des disciplines philologiques est à l'œuvre, accompagnant l'épanouissement de la culture et des arts, connu sous le nom d'Âge d'argent. Dans quelle mesure le changement de régime et les bouleversements politiques ont-ils influé sur les innovations, en particulier sur le courant majeur que fut le formalisme russe ? Les secousses politiques et sociales affectent la destinée des philologues ; si certains embrassent la cause bolchevique, d'autres prennent le chemin de l'exil. Des savants implantés dans l'Université russe choisissent également de rejoindre leurs patries d'origine. L'étude de ces trajectoires permet d'aborder la question de la reconfiguration des communautés scientifiques dans l'Europe de l'entre-deux-guerres et de mettre en lumière les degrés d'intégration de ces personnalités à la vie intellectuelle des capitales d'adoption (Belgrade, Berlin,

Le numéro rassemble quinze contributions en anglais, français, russe, de spécialistes venant de plusieurs pays d'Europe, des États-Unis et de Russie autour de trois rubriques : « La révolution et la langue », « Mutations disciplinaires, enjeux méthodologiques », « Savants et politique ». Il contient la publication d'un certain nombre d'inédits, extraits de journaux personnels, correspondances et compte rendu d'une séance du Cercle Linguistique de Moscou à laquelle a participé Roman Jakobson.



Premier volume de la collection « Texte(s) » d'Eur'ORBEM Éditions, réalisé sous la direction de Catherine Depretto et Sylvie Archaimbault, La Langue russe, la guerre et la révolution réunit deux textes d'André Mazon et Roman Jakobson. Le premier, Lexique de la guerre et de la révolution en Russie, est paru en 1920 lorsque Mazon, de retour de Russie où il avait passé plusieurs mois dans les geôles révo-

lutionnaires, offre au lecteur une réflexion

sur l'entrée dans la langue de vocables nouveaux. Ceux-ci, directement liés aux bouleversements historiques et politiques que venait de connaître le pays, avaient été enregistrés par le savant lors de son séjour russe. Roman Jakobson, installé depuis peu à Prague, publia en 1921 un important article, Vliv revoluce na ruský jazyk [L'influence de la révolution sur la langue russe], dont le livre propose une traduction inédite de Stéphanie Cirac. Ces deux essais majeurs pour appréhender l'influence de la guerre et de la révolution sur la langue russe mettent en lumière deux trajectoires de savants au début du xxe siècle, représentant par ailleurs deux approches différentes et complémentaires. Ils sont accompagnés de deux articles introductifs de Catherine Depretto et Sylvie Archaimbault qui retracent le contexte dans leguel ces textes ont été produits et s'arrêtent sur les enjeux scientifiques de la période. Deux lettres, de Roman Jakobson et Vladimir Chklovski, sont jointes en annexes. Un index regroupe les entrées contenues dans ces deux textes.

La page Hypothèses 1917, année révo-

Sciences Po, le Centre d'études des mondes russe, cau-casien et centre européen (Cercec, UMR8083, CNRS / EHESS), le Centre de recherches Europes-Eurasie (CREE, Inalco), la Fondation Gabriel Péri, la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon (MSH Dijon, USR3516, révolutions russes sur un carnet de recherche dédié.

► En savoir plus

Le traitement du fonds Tolstoï (partie iconographique) de l'Institut d'études slaves a fait l'objet d'une campagne de financement participatif lancé par la mission mécénat de l'Université Paris-Sorbonne.

En savoir plus

Cette programmation est l'occasion pour Eur'ORBEM de faire connaître les éditions qu'elle a refondées, dont la vocation est double. Destinées à publier des monographies originales sur les cultures et sociétés d'Europe orientale, balkanique et médiane,

> elles offrent également la possibilité de donner une nouvelle vie aux ouvrages patrimoniaux — titres importants du catalogue de l'Institut d'études slaves depuis longtemps épuisés et réédités sous forme imprimée ou numérique. En s'insérant dans les réseaux des « humanités numériques », l'unité a créé, aux côtés du service d'édition, un pôle de numérisation supervisé par un comité rassemblant les spécialistes du domaine, appartenant à différentes institutions scientifiques (CNRS, universités, Inalco). Articulé à l'axe de recherche « la slavistique dans l'histoire des études aréales », doté d'un environnement technique et d'un personnel dédié, ce pôle se voit chargé non seulement de la conservation et la mise à disposition d'archives de l'Institut d'études slaves (fonds Léon Tolstoï, André Mazon, Pierre Pascal, Roger Portal, Nicolas Lossky, etc.), mais aussi de la réédition numérisée.



contact&info

► Stéphanie Cirac stephanie.cirac@paris-sorbonne.fr Catherine Depretto Catherine depretto@paris-sorbonne.fr Xavier Galmiche

xavier.galmiche@paris-sorbonne.fr Astrid Mazabraud astrid.mazabraud@paris-sorbonne.fr

> Eur'ORBEM Pour en savoir plus

http://eurorbem.paris-sorbonne.fr

Léon Tolstoi: 1905 @ Institut d'études slaves

TROIS QUESTIONS À...

Jean-Luc Delpeuch, sur le programme « 1000 doctorants pour les territoires »

Depuis février 2016, Jean-Luc Delpeuch est président d'HESAM Université. Il est à l'initiative du programme « 1000 doctorants pour les territoires » dont l'objectif est de développer un puissant dispositif d'intermédiation pour l'augmentation du nombre de conventions Cifre financées par les collectivités territoriales et les acteurs publics, les associations, les ONG, fortement demandeurs de compétences en SHS.

Quels sont les objectifs et grandes orientations du projet « 1000 doctorants pour les territoires » que vous avez lancé en mai 2017 ?

« 1000 doctorants pour les territoires » est un programme de développement de la recherche interdisciplinaire chez les acteurs publics (collectivités, syndicats mixtes, associations). Il est lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sur l'insertion professionnelle des diplômés en sciences humaines et sociales (Plan SHS, mesure 4). En professionnalisant les doctorants, il facilite leur arrivée dans le monde du travail. Pour les collectivités, il permet de disposer de nouvelles formes d'intelligence pour faire face aux défis et transformations auxquels elles sont confrontées : socio-économiques, démographiques, écologiques, numériques, patrimoniales.

Le plan d'action est organisé en trois volets au premier rang desquels la sensibilisation des acteurs (collectivités, équipes de recherche, étudiants) à l'intérêt de mobiliser un chercheur dans les territoires et à la possibilité d'avoir recours au dispositif Cifre (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche). Le dispositif Cifre subventionne toute structure socio-économique de

droit français qui embauche un doctorant pour le placer au cœur d'une collaboration de recherche avec un laboratoire public. Tout comme les entreprises, les collectivités peuvent être subventionnées pour l'embauche d'un doctorant à hauteur d'environ 14 000 euros par an. Pour monter ce type de partenariat, la difficulté à résoudre est de mettre en relation un territoire, un doctorant et une équipe de recherche : c'est la deuxième orientation du programme qui trouvera sa traduction début 2018 dans une plateforme numérique de mise en relation autour de thèmes et sujets de recherche. La troisième dimension est la constitution de réseaux échangeant leurs expériences sur la recherche dans et pour les territoires.

En quoi HESAM Université est légitime pour porter ce projet ?

HESAM est une Université fédérale en réseau national, avec 150 implantations dans les régions, outre-mer et au niveau mondial. Comme le CNRS, elle dispose d'une structure réticulaire. Elle s'affirme donc comme « l'Université des Territoires », enracinée dans une grande diversité d'écosystèmes locaux, apte à monter des partenariats et à capter des signaux faibles.



Cérémonie de lancement du projet « 1000 doctorants pour les territoires » qui a eu lieu le 24 mai 2017 au Sénat, en présence des représentants d'HESAM Université et des partenaires du projet © HESAM Université

L'orientation scientifique interdisciplinaire d'HESAM sur les processus de transformation sociétale la rend particulièrement sensible aux enjeux territoriaux. Les établissements membres d'HESAM Université ont pour point commun de conjuguer une orientation recherche avec une solide tradition de professionnalisation de leurs apprenants : HESAM fédère le CNRS, l'Ined, l'École d'Arts et Métiers, le Conservatoire National des Arts et Métiers, l'École du Louvre, l'École nationale supérieure d'architecture Paris-La Villette, l'École Nationale Supérieure de Création Industrielle, l'Institut national d'histoire de l'art, les quatre écoles d'arts appliqués de Paris, le CESI, l'Institut français de la mode.

HESAM n'œuvre pas seule sur ce programme : l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), qui a reçu mission du Ministère chargé de la Recherche d'animer et de gérer le dispositif Cifre depuis plus de 30 ans, est partenaire du programme ainsi que des institutions assurant le relais auprès des étudiants (Association Bernard Grégory, Association des Doctorants CIFRE en Sciences Humaines et Sociales) et des acteurs locaux (Association des Maires Ruraux de France, Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Commissariat Général à l'Egalité des Territoires).

Pourquoi y a t-il une telle nécessité de sensibiliser les acteurs publics, comment s'y prendre ? Que peut apporter le doctorant aux collectivités territoriales et autres acteurs publics, aux associations, aux ONG, et réciproquement ?

À l'origine du projet, se trouve mon expérience de Président d'une communauté de communes en milieu rural, celle du Clunisois en Bourgogne du Sud. Il y a 4 ans, j'ai embauché un premier doctorant en convention Cifre, dans le domaine de l'innovation en service public de proximité. Devenu indispensable à notre territoire à très faible densité de population, il a été embauché en CDI au terme de sa convention et rejoint par un second recrutement Cifre, une doctorante travaillant cette fois sur les dynamiques participatives dans la transition énergétique.

Au moment où la présence de l'État dans les territoires diminue et face à la marée montante des responsabilités que la loi transfère aux collectivités, la venue de ces jeunes chercheurs permet de créer un nouveau modèle d'intelligence, au service des territoires. 7 % seulement des 1377 conventions Cifre de 2016 ont été contractualisées avec des acteurs publics, dont la moitié avec des collectivités. Or, la venue d'un doctorant Cifre peut permettre de défricher une nouvelle question, un nouveau domaine de compétence (en design territorial, environnement, patrimoine...). Elle peut aussi servir à élaborer et capitaliser un état de l'art sur un sujet spécifique, à donner à la structure d'accueil des outils méthodologiques et, avant tout, lui permettre de prendre le temps long de la recherche, à l'opposé des urgences quotidiennes.

Côté doctorants, un tiers des thèses en sciences humaines et sociales débutant sans financement (source indicateurs du plan SHS pour l'année 2014-2015), la thèse Cifre en collectivité offre une situation matérielle favorable, en plus d'un terrain de recherche motivant ouvert sur les dynamiques territoriales ainsi qu'une expérience professionnalisante au cœur du jeu des acteurs publics.

contact&info

▶ Jean-Luc Delpeuch, **HESAM Université** iean-luc.delpeuch@hesam.eu Pour en savoir plus http://www.hesam.eu/blog/1000-doctorants/



VIE DES RÉSEAUX

Journées des Jeunes Américanistes 2017 : « Espaces et lieux des conflits »

Les huitièmes Journées des Jeunes Américanistes (JJA), intitulées Espacios y lugares de los conflictos, ont eu lieu en de façon simultanée à Lima et à Madrid, du 3 au 5 juillet 2017. L'Institut Français d'Études Andines' était en charge de l'organisation des journées à Lima où il a travaillé en étroite coordination avec ses partenaires français et péruviens.



Villa María del Triunfo, Lima- Pérou © Q. Marchand (IFEA)

L'objectif de ces journées était de revenir sur la notion de conflit, déjà entrevue lors d'éditions précédentes, notamment en 2015 autour des villes, en proposant une nouvelle grille de lecture sur des notions d'espace et de lieux. Partant du constat que de nombreux conflits, tout aussi divers par leur nature que par leur mode d'émergence, se produisent ou ont eu lieu sur le continent sud-américain, il s'agissait de voir comment ces situations conflictuelles peuvent être considérées comme une occasion privilégiée pour accéder à une (re)définition ouverte de l'espace. En effet, les conflits sont au cœur de dynamiques sociospatiales par lesquelles les acteurs et leurs logiques se rencontrent et s'entrecroisent à différentes échelles autour d'enjeux sociaux, culturels, historiques et politiques. L'enjeu de ces journées était alors double.

Elles posaient avant tout un défi scientifique, lancé face à un problème auquel chacun avait pu être confronté dans ses

recherches personnelles sur la prise en compte de l'espace en sciences sociales. Cette notion pâtit en effet bien souvent d'une épistémologie trop rigide et d'une séparation marquée des différents postulats scientifiques en fonction des disciplines et des courants de recherche. La fragmentation du concept de spatialité rend alors difficile son appréhension et son utilisation comme outil d'analyse pour comprendre les conflits sociaux et politiques. Il s'agissait dès lors de parvenir à dépasser ces divergences pour dégager des pistes de recherches communes, à même de nourrir une réflexion interdisciplinaire heuristique.

Dans la pratique, ce défi en amenait un autre, consistant à trouver un format de travail qui permette de faire dialoguer des chercheurs issus d'horizons disciplinaires et géographiques très divers. À cette fin, le choix des organisateurs s'est porté sur un événement se déroulant sur trois jours et structuré par trois types d'activités.

^{1.} L'Institut français des études andines (IFEA, Umifre 17) forme avec le Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA, Umifre16), l'unité Amérique latine (USR3337, CNRS / MEAE).

Tout d'abord, ont été proposées des interventions de chercheurs invités, qui, par le biais d'un dispositif de visioconférences, ont pu être suivies simultanément à Lima et à Madrid. Evelyne Mesclier, géographe et directrice de l'IFEA a présenté en conférence inaugurale une communication intitulée Globalizacion del espacio agrícola y lugares de los conflictos por la tierra. Puis, Carlos Malamud, historien et professeur à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED), a présenté un cas de conflit environnemental se déroulant sur un espace frontalier : La crisis de las papeleras entre Argentina y Uruguay. Enfin, la sociologue Deborah Pugley, membre du Groupe Interdisciplinaire de recherche sur les Conflits et les Inégalités Sociales (GICO-PUCP), a présenté les résultats de ses travaux sur Conflictos sociales escala y transnacionalismo: reflexiones acerca del movimiento indígena amazónico.

En contrepoint de ces conférences, des ateliers ont été organisés avec les jeunes chercheurs, répartis à Lima dans trois groupes de travail thématiques :

- ▶ Politiques environnementales et conflits locaux
- Conflits de l'espace international et lieux frontaliers
- Espace démocratique et mouvements sociaux

Finalement, une sortie de terrain a été organisée à Lima au musée du Lugar de la Memoria, a Tolerencia y la Inclusion Social (LUM) et autour de deux stations de la ligne 1 du train électrique où les acteurs locaux, habitants, commerçants, mototaxis et passagers se sont réappropriés les abords des installations, faisant fi du plan de développement initialement prévu.

Politiques environnementales et conflits locaux

Ce premier axe de travail procède de l'intérêt d'étudier les conflits environnementaux à l'aune de leur relation aux lieux et aux espaces, dans un contexte marqué à la fois par l'internationalisation des politiques environnementales et par la multiplication des conflits localisés. Les échanges du groupe ont été structurés autour de trois hypothèses de recherche communes permettant à la fois d'aborder différentes phases du déroulement des conflits environnementaux et différents aspects de la dimension spatiale qu'ils revêtent. A ainsi été soulignée l'importance des déterminants socio-spatiaux dans l'émergence de ce type de conflits, qui ne se réduisent pas à des controverses pour l'environnement mais révèlent plutôt des tensions entre des acteurs aux pratiques et intérêts divergents dans un environnement spécifique. A ensuite été évoquée la nécessité d'étudier conjointement les jeux d'acteurs et les jeux d'échelles dans le développement des conflits en confrontant les ressources que les acteurs peuvent mobiliser à différents niveaux d'action. L'intérêt, enfin, d'évaluer les effets produits par les conflits, à la croisée du social et du spatial, a été examiné : transformation physique et/ou changement d'usage de l'espace, création ou actualisation d'alliances et d'identités, modification des structures de gouvernance, innovations techniques et juridiques, etc. Les conflits environnementaux, à la fois ancrés dans des territoires spécifiques et traversés par des dynamiques multi-niveaux, apparaissent dès lors comme des objets d'étude privilégiés pour l'analyse de logiques socio-spatiales dépassant la hiérarchie local / national / global et la dichotomie centre / périphérie.

Études Andines (IFEA), la Casa de Velázquez, le Centre d'Études titut Français d'Amérique Latine (IFAL). Pour la troisième fois consé-

Conflits de l'espace international et des lieux frontaliers

À travers une analyse interdisciplinaire mêlant l'histoire, le droit et la sociologie, le deuxième groupe a nourri une réflexion visant à articuler les notions de conflits internationaux et de frontières autour de trois axes de travail. Dans un premier temps, il a été question de s'accorder sur une manière commune de comprendre la frontière. Les différentes définitions attribuées au concept de frontière sont instrumentalisées par les États selon la nature des crises qui les opposent. Par ailleurs, la frontière fait l'objet de stratégies différentes selon l'ambition politique portée par les États. La frontière n'est donc pas absolue, elle varie dans l'espace et le temps selon les conjonctures socio-politiques que traversent les États, telles que par exemple, la colonisation du continent sudaméricain ou la formation de l'Union Européenne. Un deuxième axe de travail a permis d'entrevoir la relation existant entre conflits et frontière en s'interrogeant, d'une part, sur le fait de savoir si la frontière était systématiquement conflictuelle et, d'autre part, si elle se révélait être un lieu spécifique de conflits. À partir des différentes contributions apportées par les chercheurs s'est alors dessinée une typologie des conflits interprétés de manière physique ou symbolique. Enfin, un dernier temps de travail a été consacré à la manière d'étudier les conflits frontaliers en partant du constat d'un manque de corrélation entre les paradigmes politiques et les réalités de terrain. La production des données par l'État conduit à une centralisation des archives et des informations géographiques et statistiques qui limitent la connaissance des territoires périphériques. Bien que ces problématiques concernent directement les populations à proximité immédiate de la zone frontalière, la domination d'une forme de nationalisme méthodologique dans la manière d'étudier les crises fait souvent obstacle à la production d'une analyse pertinente de la nature des conflits.

Espace démocratique et mouvements sociaux

Ce troisième groupe a travaillé sur la guestion des relations conflictuelles qui peuvent exister entre la sphère de gouvernance et les mouvements sociaux se manifestant dans des lieux physiques. À partir des divers objets d'études présentés par les participants, il a été dégagé deux grilles d'analyse s'avérant appropriées dans chacun des cas exposés. La première est partie de la volonté de mettre les acteurs sociaux au cœur de la réflexion en s'intéressant à leur capacité à agir sur l'espace au travers du processus de création d'un lieu, entendu comme l'appropriation et la définition d'un espace. Deux groupes d'acteurs ont été identifiés : l'un issu de mobilisations collectives et l'autre des relais locaux de l'autorité gouvernementale. Chacun d'eux agit sur l'espace en fonction de ses propres représentations, imaginaires et intérêts dans l'optique de lui donner un sens nouveau. Cet espace approprié en perpétuelle redéfinition devient à la fois le lieu où se nouent les conflits entre ces différents acteurs et la scène où ils sont visibles. Une fois ces mécanismes d'appropriation dégagés, une deuxième grille de lecture a consisté à mettre au jour les logiques et outils propres à chaque groupe d'acteurs et leur imbrication. Par exemple, les défaillances dans la gestion institutionnelle de l'espace traduisant le désengagement de l'État et/ou une décentralisation inachevée laissent des marges de manœuvres aux acteurs locaux qui s'emparent de ces interstices pour créer leurs propres règles à partir de leurs pratiques et expérience de l'espace. Penser l'espace à partir des conflits entre groupes agissants a donc permis de trouver des points de rencontre entre le formel et l'informel, l'échelon national et local, le public et le privé au sein de lieux qui se retrouvent objet d'enjeux inscrits dans diverses échelles.

Bilan et perspectives

L'espace de réflexion ouvert par ces journées de jeunes américanistes a permis de mener des discussions approfondies sur les notions d'espace et de lieu afin d'envisager une lecture renouvelée des conflits. La diversité des formations et des terrains d'étude des participants, tout comme la pertinence des trois conférences magistrales, ont ainsi amené les groupes de travail à dépasser certains clivages épistémologiques liés aux divergences théoriques et disciplinaires. Dans un travail qui s'est avéré à la fois critique et collaboratif, chacun a pu apporter sa contribution pour proposer une réflexion inédite, interdisciplinaire et internationale, nourrie de la multitude de points de vue et de méthodes actuellement en vigueur dans les sciences sociales.

Au travers de cette expérience riche, les jeunes chercheurs ont pu également renforcer leurs réseaux professionnels et intégrer leurs travaux dans des problématiques régionales. C'est cette stratégie d'ouverture internationale et de partage de connaissances qui caractérise les missions et le rôle des Umifre comme l'IFEA et le CEMCA, plateformes d'appui aux recherches menées dans les pays andins, au Mexique et en Amérique centrale.

Quentin Marchand, volontaire international IFEA et doctorant à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Lucie Miramont, doctorante Université de Toulouse le Mirail, Audrey Chérubin, doctorante CNRS Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle/CEMCA, Lucas Moriniere, doctorant **IDA MERCOSUR**

► Retrouvez l'IFEA sur 🤑 📙 🛐







contact&info

Quentin Marchand,

Quentin.MARCHAND@cnrs.fr Pour en savoir plus

https://ifea.hypotheses.org/914



OUTILS DE LA RECHERCHE

Le Point de contact national défi sociétal 6 – SHS

Accompagner les chercheurs SHS en France vers les financements européens

Les Points de Contact Nationaux (PCN) d'Horizon 2020 (H2020) ont pour mission d'accompagner la communauté des chercheurs de toutes disciplines dans la réponse aux appels à projets de recherche portés par la Commission Européenne, dans le cadre du programme de recherche et de développement (PCRD) H2020. Ils ont été établis à la demande de la Commission Européenne et sont encadrés par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

Le programme Horizon 2020

Le programme H2020 est un important programme de financement pour la recherche et le développement puisque, pour la période 2014-2020, ce sont 80 milliards d'euros qui ont été alloués à la recherche.

Avec ce programme, l'Union européenne finance des projets interdisciplinaires susceptibles de répondre aux grands défis économiques et sociaux auxquels l'Europe est confrontée. Ce programme a pour ambition de couvrir l'ensemble de la chaîne de l'innovation, depuis l'idée jusqu'au marché, et a pour objectif de renforcer le soutien à la commercialisation des résultats de la recherche et à la créativité des entreprises.

Ce programme s'élabore autour de trois piliers : l'excellence scientifique, la primauté industrielle et les défis sociétaux.

Une équipe à votre disposition

wig (ANR) ; de Christiane Abele et Julien Ténédos (Réseau français

été désignée pour assurer la coordination du PCN par le MESRI. Au

Le PCN est hébergé par la fondation Maison des sciences de

DÉFIS SOCIÉTAUX **EXCELLENCE** PRIMAUTÉ SCIENTIFIQUE **INDUSTRIELLE** Santé, bien-être, vieillissement · TIC Conseil européen de la recherche (E.R.C.) Sécurité alimentaire, · Technologies clés bioéconomie... génériques (KET) : Actions Marie - microélectronique Sklodowska-Curie Energies sûres, - photonique propres, efficaces - nanotechnologies Technologies futures - matériaux avancés Transports intelligents, et émergentes (FET) - systèmes de production verts, intégrés - biotechnologies Infrastructures Climat, environnement, de recherche matières premières Sociétés inclusives Innovation dans les P.M.E. et novatrices et capables de réflexion Accès au financement U à risque R Sociétés sûres Α Т • Diffusion de l'excellence et élargissement de la participation 0 · Science pour et avec la société • Institut Européen d'Innovation et Technologie (I.E.T.) Centre commun de recherche (Joint Research Center - J.R.C.)

Les sciences humaines et sociales dans **H2020**

La recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales (SHS) est pleinement intégrée à chacun des trois piliers d'H2020. Mais c'est dans le troisième pilier, consacré aux défis sociétaux, que les SHS sont particulièrement impliqués. Ce pilier traite des principaux problèmes de société auxquels l'Europe et le monde sont confrontés. Il s'agit de mettre en œuvre une approche axée sur les défis à relever, en mobilisant des ressources et des connaissances qui intègrent plusieurs domaines, technologies et disciplines scientifiques.

Au sein de ce troisième pilier, Défis sociétaux, les SHS disposent d'un programme spécifique à travers le défi sociétal 6 « L'Europe dans un monde en évolution : des sociétés inclusives, innovantes et réflexives ». Mais les SHS sont également intégrées, de manière transverse, aux six autres défis de société : santé, bioéconomie, énergie, transports, climat et sécurité.

Pour résumer, les chercheurs en SHS peuvent déposer des projets dans le premier pilier Excellence scientifique (notamment des projets ERC ou Marie-Skłodowska Curie), dans le deuxième pilier Primauté industrielle et, plus largement, dans le troisième pilier Défis sociétaux.

Work Programme 2018-2020 du défi sociétal 6.

Le Work Programme du défi sociétal 6, publié par la Commission Européenne en novembre 2017, est fortement axé sur l'actualité et les besoins de l'Europe et s'articule autour de trois thématiques :

- 1. la pression accrue exercée par les flux migratoires. 8 appels à propositions pour un budget total de 71 millions d'euros ;
- 2. les transformations socio-économiques et culturelles induites par la quatrième révolution industrielle. 16 appels à propositions pour un budget total de 126.9 millions d'euros ;
- 3. les récents développements de la gouvernance européenne, nationale et mondiale et leur impact sur l'avenir de l'Europe. 15 appels à propositions pour un budget total de 139 millions d'euros.

Les premières réponses aux appels à projets doivent être déposées **pour le 17 mars 2018**. Une deuxième puis une troisième vague de réponses sont prévues en mars 2019 et mars 2020, en fonction des projets. N'hésitez pas à contacter le PCN Défi 6 pour en savoir plus.

Le PCN peut également apporter conseil et information à la communauté de recherche en SHS sur les autres défis sociétaux qui comportent tous, à plus ou moins grande échelle, des appels en SHS.

L'analyse et la diffusion des appels à projets se font au cours de journées d'information ou d'ateliers organisés à l'initiative du PCN ou des institutions et organismes de recherche. L'équipe du PCN est également à la disposition des chercheurs pour toute question liée à la constitution d'un dossier de candidature.

Le PCN défi sociétal 6 – SHS

Pour la France, le MESRI déploie, pilote et anime un réseau de PCN chargé de développer la participation française au programme H2020.

Le PCN SHS est chargé d'aider la communauté des chercheurs en SHS à déposer des projets de financement pour le défi sociétal 6 du programme Horizon 2020, « L'Europe dans un monde en évolution : des sociétés inclusives, innovantes et réflexives ». I Dans l'objectif d'améliorer la participation et le taux de succès français au programme H2020, le PCN SHS a établi un plan d'action pour 2018-2020 qui se décline en quatre missions principales :

- 1. Informer, accompagner, conseiller et orienter la communauté en SHS dans sa recherche de financements européens ;
- 2. renforcer nos liens avec les cellules Europe, pour diffuser une information plus pertinente et accompagner de manière plus efficace les communautés spécifiques en région ;
- 3. développer nos relations avec la Commission Européenne et les institutions œuvrant au niveau européen pour les SHS. À ce titre, le PCN SHS s'implique de plus en plus dans le réseau européen pour les SHS *Net4Society*, consortium dédié au réseautage, à la diffusion des informations pour les SHS et à l'intégration des SHS au sein des différents défis ;
- 4. accroître nos liens avec les institutions françaises pour les accompagner vers l'Europe et bénéficier de leur expertise pour informer les futurs PCRD.

Net4Society

Net4Society est le réseau international des points de contact nationaux pour le Défi sociétal 6 « L'Europe dans un monde en mutation : sociétés inclusives, innovantes et réfléchies » d'Horizon 2020.

Notre offre à la communauté de recherche

Net4Society soutient le réseautage entre les chercheurs SHS grâce à un répertoire de recherche en ligne des principaux acteurs SHS actifs. L'outil de recherche de partenaires Net4Society peut vous aider à construire votre consortium pour un projet Horizon 2020 dans le défi sociétal 6. De plus, Net4Society organise régulièrement des conférences internationales incluant des événements de misse en réseau, où les chercheurs et les autres parties prenantes peuvent rencontrer des partenaires potentiels de manière structurée.

Informations sur les opportunités de financement

Net4Society aide les chercheurs en SHS à trouver toutes les opportunités de financement pertinentes dans Horizon 2020 et au-delà. Nous publions régulièrement une collection de sujets pertinents sur les sciences humaines et sociales dans les appels Horizon 2020

Soutenir l'intégration des sciences sociales et humaines et accroître leur visibilité

Net4Society mène un certain nombre d'activités pour accroître la visibilité et mettre en évidence la pertinence de la recherche européenne en sciences socio-économiques et humaines.

En savoir plus

► Retrouvez le PCN SHS sur



► Abonnez-vous à la lettre électronique du PCN



VALORISATION

Le partage de l'enquête

L'enquête a été choisie par l'Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie (IHEST) et le CNRS comme thème structurant d'un Atelier de formation. L'Institut national des hautes études de la sécurité et la justice (INHESJ) et l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) se sont associés à la conception de cet Atelier dont Mathias Girel et Caroline Petit ont été les porteurs scientifiques.



Il s'agissait d'éclairer

la notion d'enquête, terme inté-

ressant car il recouvre aussi bien

la production de connaissances

dans les sciences de la nature et les

sciences humaines et sociales que

dans des registres judiciaires, his-

toriques, politiques. Plus proche du

terrain que la notion de recherche,

qui renvoie souvent à un ancrage ins-

titutionnel et disciplinaire particulier,

l'enquête permet de décrire non seu-

lement les situations où nous cherchons

à résoudre une question théorique, à faire apparaître un phénomène général

dans l'expérimentation, mais aussi les cas

où nous devons répondre à une question

spécifique ou nous prononcer sur un évé-

nement particulier. Nous enquêtons dès lors que nous posons des questions et mettons en

œuvre une méthode pour y répondre. C'est

une activité qui peut connaître diverses formes,

avec laquelle d'autres facteurs peuvent interfé-

rer et qui peut également être partagée.

les modalités pédagogiques de l'IHEST, a immergé les participants dans un processus d'investigation sur des sujets concrets leur permettant de remettre en jeu leurs propres pratiques d'enquête.

variétés de Les l'enquête

La première journée, qui s'est

tenue au siège du CNRS, a mis en évidence les spécificités de l'enquête selon les domaines où elle s'exerce. Elle a abordé la médecine, la biologie, la sociologie, l'histoire, l'archéologie, l'instruction judiciaire ou encore l'investigation journalistique. Audelà des différences, il est frappant que, dans tous ces domaines, il faille très souvent inventer une méthode, créer des dispositifs, élaborer des modèles pour que les faits se révèlent. L'enquête « transforme » la situation qu'elle tente d'expliquer et la nature précise de cette intervention a été explorée. Les « données » de l'enquête et ce qu'il faut faire pour les rendre exploitables ont également été examinés. Étymologiquement, histoire signifie enquête, comme l'a rappelé l'historien Paul-André Rosental qui a présenté son travail de recherche sur la silicose, entité « hybride » entre les champs de la médecine et du droit, en insistant sur la manière dont sa recherche initiale sur l'histoire de la silicose en France a progressivement mené à une enquête collective sur l'histoire mondiale de cette maladie professionnelle. Ce parcours a débouché sur une recherche en médecine informée par les sciences sociales et a permis de proposer des éléments de comparaison entre méthodes et habitudes de ces deux champs disciplinaires. Il existe une tension en histoire entre l'accumulation documentaire et la production d'un récit. Le récit, c'est justement ce qui est au cœur de l'enquête clinique dans la médecine narrative que Christophe Frot, anesthésiste-réanimateur, enseigne aux étudiants en médecine. Cette forme d'enquête qu'est la narration de soi permet au patient de replacer son diagnostic dans sa propre histoire. Le récit fournit aussi des données précieuses pour poser le diagnostic médical. Cette dimension a été approfondie dans le dialogue entre Paul-André Rosental et Christophe Frot, qui sont partis du constat que l'examen clinique était devenu le « parent pauvre » de la consultation médicale avec des palpations devenues rares, par exemple. Cet échange a permis d'illustrer l'évolution de l'enquête clinique avec une perte de données et de savoirs.

Tel a été le fil conducteur des trois journées de l'Atelier consacrées à l'enquête en tant que démarche destinée à faire émerger une vérité. La communauté ainsi réunie s'est elle-même transformée en communauté d'enquête. Cette formation, qui a alterné visites, présentations, témoignages, débats et échanges d'expériences avec chercheurs, journalistes, magistrats... selon

Deux approches d'un même objet d'enquête ont ensuite été présentées. Damien Brunet, vice-procureur au tribunal d'instance de Paris, a rappelé que l'enquête est la première étape du « passage d'une situation chaotique à une situation judiciaire », illustrant ainsi cette transformation de la situation initiale en laquelle consiste toute enquête. Le processus pénal dépend totalement de l'enquête, ce qui rend cruciale la succession des décisions à prendre, et le magistrat intervient dans la « protocolisation » de l'enquête en coordonnant les différents services et acteurs. Si dans sa démarche, l'enquête anti-terroriste ressemble à d'autres formes d'enquête, elle est compliquée du fait des nombreux actes commis en des lieux différents, parfois simultanément, nécessitant l'intervention de plusieurs magistrats. C'est aussi sur le terrain des actes terroristes qu'enquête Gérôme Truc pour ses recherches sur les mouvements sociaux post-attentats. Si son comportement de sociologue sur le terrain est celui d'un enquêteur, sa finalité n'est pas utilitaire et cette seule recherche de connaissances vaut parfois d'être mal vu par les autres enquêteurs, policiers et judiciaires.

Enfin, cette recherche agrège différents modes d'enquête et mobilise des méthodes de divers champs disciplinaires (l'histoire pour le travail sur les archives, l'économie pour l'usage des statistigues...). La guestion des données de l'enguête a été traitée au travers d'une table ronde réunissant Stéphane Horel, journaliste indépendante, Pierre-Henri Gouyon, généticien, Hélène Dessales, archéologue, et Pierre Piazza, maître de conférences en science politique. Cette table ronde a donné un aperçu de la diversité des données, appelées aussi « traces », « indices », « faits », « empreintes », « observations » selon le type d'enquête. L'investigation journalistique sur les lobbies des perturbateurs endocriniens repose, une fois les acteurs identifiés, sur un minutieux travail sur la chronologie des traces laissées — notamment messages, mails, réunions — pour établir des liens complexes de cause à effet. En biologie, les faits peuvent être prédits par la théorie. C'est ce qui a permis par exemple à Saint Hilaire de découvrir un nouvel os de baleine. Hélène Dessales fait parler les murs de la Villa Diomède, à Pompéi, et reconstitue de l'immatériel — comme le savoir des artisans, leurs gestes... — à partir de traces matérielles infimes. Quant à l'enquête policière, elle a fait parler les traces et les objets à partir du moment où elle s'est scientifisée, grâce au bertillonnage notamment qui a fourni de nombreux instruments innovants. Des échanges sur les récits fictionnels d'enquêtes ont clôturé la journée avec trois romanciers dont deux pratiquent l'enquête dans leurs métiers : Dominique Sylvain, Vincent Fleury (biophysicien) et Christophe Molmy (commissaire divisionnaire).

L'enquête sous influence

L'enquête, comme toutes nos activités, peut être facilitée ou contrecarrée. Cette dimension très concrète n'apparaît pas dans les approches trop abstraites du savoir. La deuxième journée de l'Atelier a traité des éléments qui ont une influence sur l'enquête, qu'ils soient intentionnels ou non. C'est à l'IRCGN que ces sujets ont été documentés. Son directeur Patrick Touron précise d'emblée, après avoir bien distingué l'expertise produite par son Institut de l'enquête judiciaire, que c'est un lieu où l'enquête est protégée des pressions, politiques ou médiatiques. Les experts scientifiques qui travaillent à l'IRCGN sont « dans » l'enquête, mais hors du contexte de l'enquête au regard du monde extérieur. Les procédures sont codifiées, les incertitudes de mesure connues, et le tout est guidé par une priorité : l'important n'est pas le résultat de l'expertise mais sa validité dans le cadre de la recherche de vérité judiciaire. « Il y a pire que l'incompétence, c'est l'illusion de la connaissance », résume Patrick Touron pour illustrer le fait qu'un expert ne l'est que dans son champ scientifique spécifique. Le journaliste que nous avons invité remarque en effet que le temps médiatique n'est pas celui de l'expertise. L'enquête qu'il mène relève de sa propre initiative, elle est à charge ou à décharge en permanence. Il constate que les pressions sont de plus en plus fréquentes et de natures diverses : la protection des sources est de plus en plus difficile avec la traçabilité que permet le numérique, la judiciarisation des affaires médiatiques exerce une pression économique, avec le coût croissant des procès. Les pressions tiennent également aux canaux de communication et d'information, à la pression du public et aussi des confrères dans le cadre d'une course au scoop. L'expert et le journaliste se sont accordés sur le fait que leur démarche avait au moins en commun de fermer et d'ouvrir des portes. Concernant les conflits d'intérêt, Laura Maxim, de formation pluridisciplinaire en chimie, écologie et en économie, propose d'ajouter une nouvelle « raison de ne pas enquêter » aux autres raisons déjà bien documentées. Elle montre, à partir de son enquête sur le cas d'un chercheur britannique, incité à accepter une source de financement industriel par son université mais accusé de conflit d'intérêt par ses collègues, qu'en régime de controverse, l'autocensure peut être une solution de repli.

Cette journée a été l'occasion pour les participants de visiter différents laboratoires de l'IRCGN et d'échanger avec les experts en accidentologie, hémato-morphologie, balistique et médecine légale.

Le partage de l'enquête

Enfin, l'enquête est une action qui peut être « distribuée », c'està-dire répartie sur un collectif dans lequel chacun assume un rôle différent. L'essentiel des enquêtes se fondent sur un collectif de recherche. Comment s'effectue ce partage de l'enquête sur des sujets fondamentalement interdisciplinaires ? Comment fixer le périmètre de l'enquête, c'est-à-dire celui du collectif qui prend effectivement part à l'enquête ? Quelle place faire à ces acteurs de plus en plus influents que sont les fondations ? Cette troisième journée sur le partage de l'enquête s'est tenue à l'INHESJ. À partir d'un exemple tiré de son expérience en tant que juge des enfants, la directrice de l'Institut, Hélène Cazaux-Charles, a montré que la tâche du juge est certes d'administrer la preuve des faits incriminés, en se soumettant à un formalisme garant de son inscription dans un ordre légal, mais aussi de chercher à révéler le sens que revêt le passage à l'acte pour le délinquant. Cela lui permet de construire le cadre juridique qui doit permettre à l'auteur de l'acte de trouver son chemin entre les ordres juridique, institutionnel et symbolique. Pour interpréter les cas qui lui ont été soumis, Hélène Cazaux-Charles a travaillé en liens étroits et pluridisciplinaires avec des chercheurs en sciences humaines et sociales.

Sa démarche d'enquête s'inscrit donc à la fois dans un espace et un temps institués par la procédure pénale mais aussi dans un espace d'interprétation symbolique. Ce qui lui fait dire que « l'enquête est la clé de voûte de la charge de l'humanité qui est confiée au juge ». Le sociologue Didier Torny est parti de son enquête qualitative sur le distilbène, identifié comme le premier perturbateur endocrinien, pour montrer qu'enquête et procès se nourrissaient mutuellement, ne serait-ce que parce que le procès permet à de nombreuses archives d'émerger et de parvenir dans l'espace public. Barbara Demeneix, biologiste, a présenté l'étude à laquelle elle a participé pour estimer le coût des maladies associées à trois perturbateurs endocriniens. Cette étude fait partie d'une mobilisation collective d'un groupe de scientifiques pour alerter le public sur le danger de ces produits et désamorcer la controverse alimentée notamment par l'action des lobbies qu'a évoquée Stéphane Horel lors de la première journée de cette formation.

Mathias Girel, philosophe, analyse la dynamique de l'enquête,

qui peut être partagée, collective et portée par une pluralité d'acteurs. L'enquête est un processus qui ne fonctionne que s'il est continué ou repris par d'autres. Il s'interroge sur ce qui peut être partagé et comment le partager en mettant en lumière notamment la texture sociale de l'ignorance. Les philosophes des sciences ont été sensibles au fait que ce qui n'est pas partagé de facon optimale sont les méthodes elles-mêmes de l'enquête. Mais le partage échoue aussi du fait que les informations sont parfois inaudibles pour une partie du public, ou qu'elles leur sont tout simplement soustraites. Mathias Girel suggère que le partage de l'enquête pourrait être pensé dès le début de l'enquête. Faire comprendre ce que l'on ne sait pas, le partager, est souvent une bonne introduction à ce que l'on va découvrir ou démontrer ensuite

C'est à l'essor de nouveaux acteurs dans le champ de la connaissance que s'intéresse Linsey McGoey, sociologue. Elle a réalisé une enquête sur la Fondation Bill et Melinda Gates et, plus récemment, sur l'Initiative Chan-Zuckerberg, pour montrer le statut hybride des fondations philanthropiques, invitant à nuancer l'idée que la philanthropie, en matière de recherche, serait foncièrement désintéressée. N'ayant aucune obligation de communication sur les résultats des programmes qu'elles financent ni de transparence sur leurs comptes, contrairement aux organisations publiques, ces fondations « philanthrocapitalistes » ont un impact sur les politiques publiques et sur l'organisation de la recherche qui doit être interrogé.

Sandra Laugier, philosophe, a proposé pour finir une réflexion sur la démocratie qu'elle envisage, non pas comme un système d'institutions, mais bien comme une démarche d'enquête, une procédure expérimentale qui devient une entreprise collective de production de connaissances pour l'action. Elle part de l'exploration des situations problématiques par une « communauté d'enquêteurs » (Dewey) qui parvient à résoudre une « situation problématique » à laquelle elle se trouve soudain confrontée. Dans ce processus d'enquête et de constitution d'une intelligence collective, il s'agit d'apporter une solution satisfaisante pour l'intérêt de tous, les membres concernés par un problème se trouvant à égalité de responsabilité et de compétence. La démocratie se définit alors comme enquête politique. C'est par le perfectionnement du processus d'enquête que le débat public pourra s'améliorer et enrichir la démocratie, dont elle décrypte quelques évolutions en cours.

L'Atelier Enquête a réuni 25 participants d'origines socio-professionnelles diverses. Il leur était demandé de composer un récit collectif. Ils ont réalisé une trajectoire, à travers l'ensemble des connaissances, savoirs, échanges et revisites de leurs pratiques dont ils ont fait état dans des interviews. Traces de l'humanité, enquêter pour agir, tous enquêteurs ? pourraient être les titres de leurs enquêtes collectives.

Tout ceci illustre parfaitement le potentiel du partenariat entre le CNRS et l'IHEST, qui vise à accroître et diversifier les relais extérieurs au monde académique. L'enquête reviendra à l'automne 2018.

Le groupe de programmation de l'Atelier a réuni tous les partenaires : Mathias GIREL, Sandra LAUGIER et Maria-Teresa PON-TOIS pour le CNRS ; Frédéric DESAUNETTES et Nacer LALAM pour l'INHESJ; Patrick TOURON pour l'IRCGN; Muriel MAMBRINI-DOUDET, Lucile GRASSET et Caroline PETIT pour l'IHEST. Mélissa HUCHERY, Blaise GEORGES et Olivier DARGOUGE (IHEST) ont aussi contribué à l'Atelier et à son animation pédagogique. Ils ont constitué un dossier documentaire sur le site de l'IHEST.

Mathias Girel, directeur du Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences (CAPHÉS, UMS 3610, CNRS / ENS Paris) ; Caroline Petit, chargée de recherche CNRS, République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie (USR3608, CNRS / Collège de France / ENS Paris), et chargée de mission IHEST; Maria-Teresa Pontois, responsable de la valorisation de la recherche à l'InSHS, membre du Comité Science en Société, présidence du CNRS

contact&info

► Maria-Teresa Pontois, InSHS

Maria-Teresa.PONTOIS@cnrs-dir.fr Pour en savoir plus http://bit.ly/2jspR78

ZOOM SUR...

La recherche en sciences humaines et sociales au musée

Du 13 avril au 19 septembre 2016, lors de l'exposition *Des Voyageurs à l'épreuve des savoirs – études, enquêtes, explorations (1800-1960)*, le visiteur du Musée des Archives nationales pouvait découvrir qu'avec la nomination de Frédéric Joliot-Curie comme directeur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en septembre 1944, le CNRS souhaitait articuler les sciences exactes et les sciences appliquées. Si le *compte rendu de la réunion en vue de la réorganisation du CNRS, sous section des sciences humaines*, du 6 octobre 1944, s'est trouvé exposé à cette occasion, les SHS au musée n'est pas une idée qui va de soi. Le présent dossier réunit un ensemble de contributions qui invitent à penser les raisons pour lesquelles les recherches menées à l'InSHS irriguent la réflexion muséographique et réciproquement.

La raison la plus évidente tient à l'objectif d'une transmission des résultats de la recherche au-delà du monde académique. Le musée, ouvert à tous, parfois gratuit, est l'un des lieux où cette transmission peut avoir lieu. Dans ce dossier, Yann-Philippe Tastevin, anthropologue au LISST, présente en ce sens une exposition dont il a été co-commissaire : *Vies d'ordures. De l'économie des déchets* (MUCEM, du 22 mars au 15 août 2017). Frédéric Keck, anthropologue au LAS et directeur du département de la recherche et de l'enseignement au Musée du Quai Branly-Jacques Chirac, évoque les expositions de recherche organisées dans ce musée — consacrées à des aires culturelles, thématiques et transversales à plusieurs aires, ou revendiquant un sujet « universel » pour en montrer les différents appropriations sociales et culturelles.

L'interface entre recherche en sciences humaines et sociales du CNRS et muséographie est structurée et mise en avant à travers de multiples liens institutionnels. L'accord-cadre entre le CNRS et le Ministère de la Culture, dont l'InSHS est partie prenante, permet de mieux appréhender, à travers les multiples collaborations qu'il formalise, les problématiques des musées : la manière dont les sciences s'exposent et la relation des publics à ces dernières. Aujourd'hui, il est notamment intéressant de comprendre comment l'idée de sciences participatives et de sciences mobilisant les individus pour les collectes de données et d'information se traduira : le visiteur n'est plus toujours seulement le destinataire d'un savoir qu'on cherche à lui transmettre par le biais de l'exposition; il a pu contribuer à la constituer. Par ailleurs, plusieurs COMUES ont des musées pour membres associés. Ainsi, la COMUE Université Paris Lumières réunit, entre autres, le musée du Louvre, les Archives nationales, le Centre national d'art de culture Georges-Pompidou, le Musée de l'histoire de l'immigration, le musée du quai Branly, le Cédias-musée social.

Cette interface s'enrichit actuellement de recherches novatrices qui mettent en évidence les effets de la recherche sur la muséographie et de la muséographie sur la recherche. Ainsi en va-t-il des travaux sur les modalités de perception et d'appréhension de l'art et plus largement des objets exposés. Permettez au visiteur de montrer ce qu'il voit, et vous découvrirez non une, mais mille expositions différentes. Plusieurs paramètres entrent en ligne de compte, dont il faut encore comprendre les effets et les relations entre eux, mais ils apparaissent clairement jouer un rôle de

« multiplicateur » des manières dont une œuvre est présentée. L'application Ikonikat conçue par Mathias Blanc, sociologue à l'IRHis, nourrit dans cette perspective la réflexion sur l'organisation d'un parcours d'exposition et l'interprétation des œuvres. Dans le cadre de l'ANR PIND, Solveig Serre, musicologue au CESR, et Luc Robène, historien membre de THALIM, ont pour objet l'histoire de la scène punk en France depuis 1976. Celuici constitue de prime abord un véritable défi pour qui voudrait l'exposer, à la fois matériel (objets et témoignages volontairement détruits ou dans un état très dégradé) et identitaire (comment mettre en scène une dynamique orientée vers l'autodestruction ?). S'il semble possible de s'appuyer sur de nouvelles perceptions externes et internes au punk pour exposer une culture de résistance, la mémoire demeure fragile et il convient de mettre en place des formes collaboratives de collecte, de conservation et d'exposition.

La relation qu'entretient l'anthropologie avec le musée est particulière et même, à certains égards, consubstantielle, comme le souligne Benoît de l'Estoile, anthropologue au CMH : l'anthropologie comme l'histoire de l'art sont en grande partie née au musée. Ainsi, avant même d'être un lieu de transmission des résultats de la recherche, comme il a été dit précédemment, le musée a pu remplir pour l'anthropologie d'autres fonctions, et notamment celle d'être un lieu de conservation et de classement de matériaux et de mise à disposition pour le travail scientifique. Cet état de fait a généré tout un ensemble de problématiques liées : la gestion de l'héritage colonial et la restitution des objets à leurs « groupes d'origine » ; l'élaboration de pratiques d'exposition qui rendent compte des rapports entre les sociétés européennes et les autres au cours de l'histoire ; la possibilité et la pertinence pour les expositions d'être montrées dans divers lieux et de devenir itinérantes, suscitant d'autres formes de réception que celles associées au musée.

Ce dossier témoigne d'une réflexion actuellement très vive et révèle des initiatives et des parcours de recherche originaux et innovants. Il met aussi en évidence ce qu'implique pour les chercheurs, en termes d'apprentissage de nouvelles compétences et de dialogue entre différents métiers, l'interface entre sciences humaines et sociales et muséographie.

Marie Gaille, DAS InSHS

Vies d'ordures. De l'économie des déchets

Yann-Philippe Tastevin est anthropologue CNRS au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST, UMR5193, CNRS / Université Toulouse Jean Jaurès / EHESS / ENSFEA). Ses recherches portent sur les processus d'innovations au sud et les circulations globalisées des technologies. Rédacteur en chef de la revue Techniques&Cultures, il est co-commissaire associé de l'exposition Vies d'ordures, présentée au Mucem du 22 mars au 15 août 2017. Co-fondatrice et responsable de la trame littéraire de la plateforme éditoriale numérique Urbain, trop urbain, Claire Dutrait est membre de la direction artistique de l'exposition Vies d'ordures.



Entrée d'exposition avec l'œuvre de Nils Völker, Sixty, 2017 © Matthieu Duperrex

Le grand plateau d'exposition du Mucem (Marseille) a accueilli, en 2017, un parcours consacré à l'économie des déchets en Méditerranée, avec un angle de présentation inédit, fondé sur des enquêtes ethnographiques réalisées en Turquie, en Albanie, en Égypte, en Italie, en Tunisie, au Maroc ou dans le Sud-Est de la France...

Orchestrée par le département Recherche du Mucem, la constitution du fonds d'exposition bénéficie pour l'essentiel des « enquêtes-collectes », une méthode héritée de Georges-Henri Rivière, l'illustre fondateur du musée des Arts et Traditions populaires (ATP). Avec Denis Chevallier (ethnologue et conservateur général au Mucem), nous avons défendu un commissariat d'exposition non seulement ancré dans cet héritage, du musée « réflexif » et « investigateur », mais singulier aussi par sa méthode de travail. Des séminaires de recherche ont ainsi précédé et accompagné l'élaboration du programme, tandis que les premiers terrains identifiés faisaient l'objet de campagnes d'enquêtes pluridisciplinaires et itératives. Fait inédit dans un projet d'exposition ethnographique, la direction artistique¹ a, elle aussi, été associée très en amont du projet de scénographie et a pu échanger avec les scientifiques et artistes associés, tant sur les contenus et leur mise en forme que sur les protocoles d'enquête et les récits.

En quoi le monde devient-il moins habitable ? Cette question est vraisemblablement celle à laquelle tente de répondre aujourd'hui l'ensemble des sciences, humaines, sociales, de la vie et de la terre, lorsqu'elles s'intéressent à l'anthropocène². La simplicité de

^{1.} Encore Heureux, bkclub Architectes, Urbain, trop urbain.

L'échelle, l'amplitude et la rapidité de modifications anthropiques du Système Terre ont incité le chimiste Paul Crutzen à proposer, en 2000, le terme d'Anthropocène pour désigner une nouvelle période géologique succédant à l'Holocène. Bien que toujours sujette à controverse, cette hybridation de l'histoire de la nature et de l'histoire des humains continue de faire l'objet de nombreux travaux novateurs dans le champ des sciences humaines.



De haut en bas : Lichens (Institut Éco-Citoyen) et excrétas de tortues (Cestmed) © Matthieu Duperrex Fonte de canettes aluminium au Caire © David Degner La tournée de Yunus, récupérateur (toplayicilar) à Istanbul © Pascal Garret

sa formulation (que nous devons à Philippe Descola) fait qu'elle parle aussi à tout un chacun et l'interroge sur la situation du monde d'aujourd'hui. L'exposition-recherche présentée au Mucem de mars à août 2017, intitulée Vies d'ordures, aborde cette question au prisme de l'économie des déchets.

La Méditerranée pourrait sembler bien petite pour faire voir l'étendue de cette économie. Pourtant, elle en recèle tous les défis : urbanisation, industrialisation, consumérisme. Ici comme ailleurs, les déchets, d'abord considérés dans leur traitement comme « res nullius » à faire disparaitre, se sont avérés relever d'enjeux sanitaires et environnementaux et sont aujourd'hui reconnus comme inhérents au système économique dont le modèle est celui de la dépense productive et de la répartition inégale des richesses. Quarante ans après le premier rapport au club de Rome (1972) et l'exposition pionnière Déchets : l'art d'accommoder les restes³, raconter ces « Vies d'ordures » c'est faire état d'un monde qui visiblement déborde de ses déchets. C'est aussi montrer que notre planète, de facon moins visible, est habitée par les déchets. On les retrouve partout, incrustés dans les sols ou dispersés dans les océans, suspendus dans l'air mais aussi dans l'espace, où les débris de satellites tournent en orbite. L'archéologie et la rudologie, sciences des déchets, invitent à observer la classification, la répartition géographique, l'origine et l'évolution des déchets, quand l'océanographie et la chimie font un état des différentes formes que prend la catastrophe écologique dans l'espace méditerranéen. Exposer les déchets requiert ainsi un dévoilement sensible à des échelles très différentes. Les pratiques, les protocoles et l'instrumentation scientifiques, toutes ces médiations, ces méthodes qui nous « rendent sensibles » au monde commun, intègrent donc à part entière le dispositif de l'exposition.

Parmi toutes ces échelles, elle met l'accent sur les gestes, trace les flux, révèle des infrastructures. S'exposent ainsi les pratiques, les territoires et les matérialités contemporaines du déchet, lesquels sont documentés par des observations in situ qui explorent des formes d'appropriation, de gestion, d'échanges, de transformation et de récupération des éléments matériels voués à être éliminés ou à à trouver de nouveaux usages. Nos enquêtes ont eu vocation à décrire et analyser ces relations.

Elles ont appréhendé les modalités par lesquelles ces derniers persistent à être encore (réemploi) ou à être à nouveau (recyclage) ainsi que les enjeux sociaux de leurs retours dans les circuits économiques : quels sont les processus de requalification des objets? Quels sont les lieux, les moments, les organisations dans lesquels ces déchets circulent, s'échangent ou se transforment ? Alors que dans de nombreuses villes dites des « Suds », le tri sélectif s'effectue sur des amoncellements de déchets, les Zabbālīn du Caire, majoritairement coptes, collectent quant à eux les déchets sur le pas de la porte des ménages. Les Zabbālīn vivent du recyclage ainsi que de l'élevage de porcs, nourris par les restes organiques. Ils atteignent parmi les plus hauts taux de recyclage au monde : 80 % selon le chiffre le plus souvent cité. Sans coordination planifiée ou centralisée, ni même de coût pour les autorités publiques, ils fournissent ainsi un service urbain d'une sophistication étonnante.

À Trévise, Istanbul ou au Caire, on découvre comment cette économie des déchets, faite de récupération, de recyclage, de retraitement, de réemploi, correspond à des configurations inscrites dans la mondialisation. Le tri est aux déchets ce que la distribution

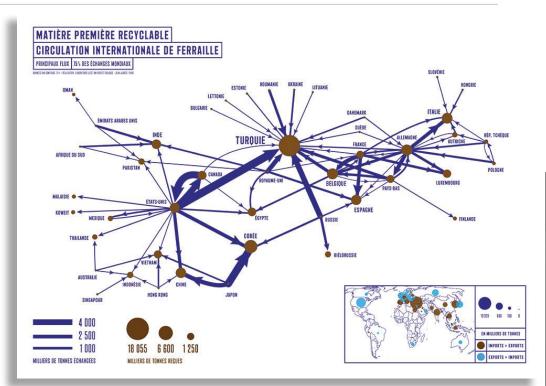
^{3.} Déchets : L'art d'accommoder les restes. Exposition, Paris, 24 octobre 1984-21 janvier 1985, 1984, Éditions du Centre Pompidou.

est aux objets de consommation : il est la condition de la circulation et des échanges. L'activité proto-industrielle qui se développe au Caire, fondée sur des savoir-faire en grande partie autodidactes, a transformé un quartier reléqué et auto-construit, dédié à la collecte et à l'entreposage, en un quartier-usine-à-ciel-ouvert de recyclage multi-matériaux. Un centre de tri parmi d'autres en Méditerranée qui permet aux déchets de rejoindre les flux mondiaux des « matières premières secondaires », ceux de la ferraille, du plastique ou de l'aluminium... Sur l'autre rive, pendant ce temps, s'organise le mouvement du Zéro Waste. Il vise, là aussi, à transformer les modes de consommation et à faire durer les matières, à introduire des lombri-composteurs dans les rues et les appartements, des jardins sur les balcons et dans les villes : compostages, réparations, tris et stockages... La vie domestique et les espaces communs s'organisent au-

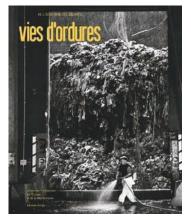
tour du devenir écologique. Entre préoccupations économiques d'un côté et souci écologique de l'autre, quel monde en partage? C'est bien l'enjeu actuel de la gestion de nos déchets.

En observant puis en exposant les facons dont nous les collectons, les trions, les transformons, avec l'inventivité de la nécessité, les enquêtes dessinent un monde d'échanges et de transferts autour des restes, qui s'avèrent être bien davantage que de simples rebuts. Par leurs détournements, mais également par les traitements de haute-technologie dont ils font l'objet, les déchets donnent ainsi forme à nos paysages contemporains et à nos relations sociales, économiques et politiques. Car telles sont peutêtre les ruses des détritus : ils combinent leurs vies aux nôtres jusqu'à nous paraître familiers, pour le meilleur peut-être dans les cas présentés ici, mais parfois pour le pire lorsqu'ils composent des mondes inhabitables, comme le montre aussi l'exposition du Mucem.

- ► Commissaire général : Denis Chevallier, ethnologue, conservateur
- Direction artistique et scénographie : Encore Heureux, bkclub Ar-
- Graphisme de l'exposition : Patrick Lindsay.
- Artistes associés : David Degner, Stefanos Mangriotis, Bastien Mas-
- ▶ Chercheurs associés : Bénédicte Florin, Jamie Furniss, Pascal Garret
- ► Comité scientifique : Sabine Barles, Tatiana Benfoughal, Gerard Ber-
- En savoir plus sur les temps forts de l'exposition



La circulation internationale de la ferraille en 2014. Conception : Marion Maisonobe et Laurent Jégou, laboratoire LISST (CNRS/Université Toulouse Jean Jaurès).



Vies d'ordures l'économie des déchets, Mucem/Artlys

« De l'épluchure aux déchets nucléaires, les « vies d'ordures » mettent au jour des typologies et des temporalités déconcertantes, où l'ordure ménagère ne pèse guère face à la quantité industrielle des rejets. Raconter ces vies d'ordures, c'est montrer comment les habitants de la Méditerranée cohabitent avec elles, comment ils les collectent, les

trient, les transportent, les transforment, les exploitent et encore, trop souvent, les subissent. C'est toucher du doigt les contradictions de chacun, à la fois producteur, consommateur, jeteur, et révéler ainsi l'impérieuse nécessité d'un changement de modèle. Regarder ce que nous faisons de nos restes, c'est donc regarder notre monde. »

Denis Chevallier et Yann-Philippe Tastevin, directeurs de l'ouvrage

Avec notamment les contributions de Sabine Barles, Philippe Bihouix, Antoine Compagnon, Jean-Paul Demoule et Serge Latouche.

> contact&info Yann-Philippe Tastevin, LISST philippe.tastevin@univ-tlse2.fr

Les expositions de recherche au musée du quai Branly

Historien de la philosophie et anthropologue, Frédéric Keck est chargé de recherche au sein du Laboratoire d'anthropologie sociale (UMR7130, CNRS / Collège de France / EHESS) où il co-pilote l'équipe « Relations hommes/animaux : questions contemporaines ». Lauréat de la médaille de bronze du CNRS en 2011, il dirige le département de la recherche et de l'enseignement du musée du quai Branly depuis 2014.



Images Plateau des Collections – Amérique et Océanie © musée du quai Branly - Jacques Chirac, photo Cyril Zannettacci

Le musée du quai Branly-Jacques Chirac, inauguré en 2006, est placé sous la double tutelle du ministère de la Culture et du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Riche d'une collection de plus de 300 000 objets issus du Musée de l'Homme et du Musée des Arts d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie, il met en valeur les arts extra-européens à travers son plateau des collections et ses expositions temporaires. Conçu comme un forum de rencontre avec la diversité des cultures, il est un lieu de diffusion pour les recherches menées en anthropologie, en archéologie et en histoire de l'art sur les sociétés extraeuropéennes.

Le plateau des collections — qui occupe la plus grande partie du bâtiment conçu par Jean Nouvel — ne saurait prétendre représenter l'ensemble des cultures, même s'il offre au visiteur un tour du monde des productions artistiques selon les grands continents. Les cartels qui accompagnent les objets n'épuisent

pas non plus la curiosité du visiteur, mais visent à la stimuler pour qu'elle s'exerce ensuite au salon de lecture, à la médiathèque ou sur le site Internet du musée qui donne accès à la base de données des collections.

Les expositions temporaires sont conçues comme un complément indispensable au plateau des collections. Elles offrent sur les arts extra-européens des regards décalés, innovants, provocants. Elles visent ainsi à retrouver la capacité d'étonnement et de renouvellement qu'ont suscité ces objets dans les formes artistiques européennes du début du xxe siècle, mais en tenant compte des conditions de la globalisation en ce début du xxe siècle, notamment en convoquant les artistes contemporains du monde entier pour réfléchir à la transformation de leurs sociétés.

Au cours des dix dernières années, les expositions temporaires du musée du quai Branly ont été divisées entre des expositions



Affiches de « La Pierre sacrée des maori », « D'un regard l'autre », « Tatoueurs tatoué »

consacrées à des aires culturelles selon les modèles empruntés à l'histoire de l'art et d'autres, plus transversales, dont les formes sont davantage proches de l'anthropologie.

Les premières sont consacrées à de riches foyers de création culturelle comme les îles Marguises, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, la vallée du Sepik en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Bornéo, Singapour, les Dogon, la Côte d'Ivoire, l'Afrique Équatoriale, les plaines d'Amérique du Nord ou l'Alaska. Ces expositions mettent en valeur les collections du musée du quai Branly en les complétant par des prêts venus d'autres musées ou de collections privées. Elles sont parfois entièrement conçues par d'autres musées, comme l'exposition « La pierre sacrée des Maori » créée par le musée Te-Papa d'Auckland en 2017. Elles montrent la variété des styles de création au sein d'une aire culturelle et replacent les objets dans des contextes de traditions rituelles et de mobilisation politique. Ces objets sont en effet souvent réappropriés par les groupes autochtones pour affirmer leur identité sur la scène mondiale. En 2018, le musée du quai Branly organisera, sous le commissariat de Julien Rousseau, conservateur en charge de l'Asie du Sud-Est, une exposition intitulée « Enfers et fantômes d'Asie ». Cette exposition montrera des peintures de fantômes traditionnelles ou contemporaines au Japon et en Thaïlande, tout en soulignant leur présence dans le monde du cinéma et de l'animation au sein de ces sociétés.

Les expositions transversales peuvent être regroupées en trois ensembles. Certaines réfléchissent à l'histoire du regard occidental sur les sociétés non-européennes. Il ne s'agit ni de dénoncer avec satisfaction les erreurs du passé ni de retrouver avec nostalgie un émerveillement devant l'altérité, mais d'interroger les stéréotypes par lesquels fut stabilisé le trouble de la rencontre. La première exposition de ce genre s'intitulait « D'un regard l'Autre » et fut présentée à l'inauguration du musée sous le commissariat d'Yves Le Fur. Elle reflétait les regards esthétiques sur les cultures extra-européennes du xvie siècle jusqu'à nos jours. « Exhibitions. L'invention des sauvages », dont les commissaires furent Pascal Blanchard et Lilian Thuram, montrait comment les « indigènes » étaient exposés physiquement ou sous forme d'images dans les capitales européennes à la fin du xixe siècle et étudiait ainsi la genèse des stéréotypes racistes. En 2018, le musée du quai Branly présentera les œuvres de peinture de ses collections sous le titre « Peinture des lointains », sous le commissariat de Sarah Ligner. Cette exposition montrera, d'une part, en quoi les écoles des Beaux-Arts construites dans les colonies constituèrent pour les peintres français un apprentissage de l'exotisme et, d'autre part, comment les peintres des pays colonisés s'appuyèrent sur cet apprentissage pour peindre la modernité.

D'autres expositions transversales montrent plutôt les échanges entre les sociétés, mettant ainsi en perspective le phénomène contemporain de la mondialisation. Ainsi, « Planète métisse » sous le commissariat de Serge Gruzinski exposait en 2008-2009 des objets d'Amérique centrale ou d'Asie qui, dès le xvie siècle, hybridaient des logiques indigènes et des logiques occidentales. « Tatoueurs, tatoués », conçue par Anne et Julien en 2014-2015, montrait non seulement comment les dessins inscrits dans la peau varient selon les sociétés, entre l'Océanie, la Thaïlande et la Chine, mais aussi comment leurs motifs et leurs artistes circulent au xxe siècle entre le Japon et la Californie. « L'Afrique des routes », sous le commissariat de Gaëlle Beaujean et Catherine Coquery-Vidrovitch, met en scène, en 2017, la place de l'Afrique dans les routes de commerce qui, depuis l'Antiquité, en font un lieu de croisement pour la navigation et un espace de variation pour les styles artistiques.

Un troisième genre d'exposition s'appuie sur un thème apparemment universel pour voir comment les diverses sociétés l'ont décliné avec des possibilités d'invention inattendues. « Cheveux chéris », sous le commissariat d'Yves Le Fur, explorait ainsi, en 2012-2013, l'imaginaire des poils et de la chevelure à la fois comme démarcateur racial, comme matériau pour la fabrication d'objets artistiques et comme marque de pouvoir dans les restes humains. Dans « La fabrique des images » en 2010, Philippe Descola renversait les formats de présentation des arts extraeuropéens en montrant les différentes façons de combiner des polarités essentielles de l'expérience humaine dans des images. Emmanuel Grimaud et Anne-Christine Taylor, dans « Persona. Étrangement humain » en 2016, partaient d'une expérience primordiale d'un monde peuplé de présences vagues pour montrer, à travers fétiches, robots et boîtes de chasse aux fantômes, comment se nouent des liens avec ces présences.

Le travail de commissaire d'exposition est l'occasion pour des chercheurs en sciences humaines de travailler avec des conservateurs et offre un nouveau support de médiation pour leur réflexion. Il s'agit, à partir d'une problématique et d'une idée originales, de dérouler un récit et un parcours dans lequel les objets prennent sens. Cette démarche conduit à un travail sur les bases de données des musées pour découvrir les objets les plus intéressants, puis à une confrontation aux objets dans leurs matérialités : certains ne peuvent pas être prêtés parce qu'ils sont trop dégradés, d'autres paraissent décevants lorsqu'ils arrivent et trouveront donc une place mineure dans le parcours. Les discussions avec le scénographe permettent alors de situer les objets dans un parcours où le regard du visiteur est guidé et orienté.

En 2016, le département de la recherche du musée du quai Branly a conçu pour la première fois une petite exposition avec les chercheurs doctorants et post-doctorants en résidence au musée. Il s'agissait d'un accrochage au salon de lecture Kerchache d'une dizaine d'objets issus de Nouvelle-Calédonie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Vanuatu. Sous le titre « Transformations de la valeur en Mélanésie », cet accrochage mettait en œuvre les discussions menées dans le cours du professeur invité au département de la recherche, Joel Robbins, spécialiste de cette région. Le professeur invité et les chercheurs du musée avaient consulté une vingtaine d'objets dans la muséothèque, puis avaient sélectionné ceux qui composaient un parcours sur la transformation de la valeur dans trois domaines : la culture de la terre, l'élevage des animaux et la fabrication des monnaies.

Je travaille en ce moment sur un projet d'exposition sur les « micro-mondes » avec trois ethnologues : Tiziana Beltrame, Sophie Houdart et Christine Jungen. Il s'agit de présenter les objets ethnographiques comme des capteurs de présence infinitésimale jouant un rôle analogue à celui du microscope dans nos sociétés. Nous avons sélectionné des pièges à termites, des peintures australiennes représentant des fourmis, des bouteilles remplies de poussière, pour les mettre en regard des objets qui ont jalonné l'histoire de la microbiologie occidentale. Nous voudrions conclure l'exposition par un effet de boucle en montrant comment les technologies microscopiques sont appliquées aux objets ethnographiques pour percevoir les insectes qui se nourrissent de leur bois et le transforment en poussière. Nous voyons dans ces dégradations contre lesquelles luttent les restaurateurs une présence de forces invisibles aussi intenses que celles auxquelles ces obiets étaient associés dans leurs usages rituels.



Enfers et fantômes d'Asie Peinture du fantôme d'Oiwa, signée Ikkyo © musée du quai Branly - Jacques Chirac, photo Claude Germain

Une exposition d'anthropologie sur les « micro-mondes » se distingue ainsi d'une exposition de santé publique ou de sociologie : il ne s'agit pas de mettre en scène une campagne de lutte contre l'infection et la contagion, mais d'interroger notre croyance en l'existence des microbes pour la mettre en regard d'autres modes de présence des petits êtres et de susciter ainsi une réflexion sur les crises au cours desquelles ces petits êtres se manifestent. La vocation d'un musée comme le quai Branly est de retrouver, à travers l'étonnement devant les objets les plus divers, une réflexion générale sur les différentes façons de se relier aux êtres composant notre environnement.



Ikonikat, un autre regard sur les frères Le Nain

Mathias Blanc est sociologue au sein de l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHis, UMR8529, CNRS / Université Lille 3). Coordinateur du projet ANR VISUALL, il a développé l'application Ikonikat qui mêle histoire de l'art, sociologie et sciences informatiques et donne la possibilité à tout un chacun de désigner, grâce au dessin, ce qu'il pense pertinent dans une image.

De mars à juin 2017, à l'occasion de l'exposition « Le Mystère Le Nain », 750 visiteurs du musée du Louvre-Lens ont participé à une étude de réception des œuvres par les publics. Les données analysées grâce au dispositif numérique Ikonikat mettent en lumière différentes modalités de perception des peintures qui varient notamment en fonction du genre et de l'âge des visiteurs, de leur formation et de la configuration sociale des visites. Ces données témoignent également de l'influence de la muséographie sur l'évolution du regard des visiteurs au fur et à mesure de leur parcours dans l'exposition. Elles permettent enfin d'identifier diverses interprétations des publics qui interrogent la présentation des œuvres.

L'intitulé de l'exposition « le Mystère Le Nain » se référait à l'épineuse question de l'attribution de ces œuvres du xvIIe siècle : lequel des trois frères Le Nain, travaillant dans le même atelier, a peint telle peinture ou a davantage influencé, par son geste, l'expression picturale de telle œuvre ? Leurs tableaux ne portent pas ou peu la marque de leur provenance ; lorsqu'une signature apparaît, elle est réduite au seul patronyme des peintres. Par conséquent, les commissaires de l'exposition, Nicolas Milovanovic et Luc Piralla, proposaient un parcours scindé en plusieurs étapes, commençant par deux salles sensibilisant à cette problématique puis s'organisant en plusieurs espaces, le premier consacré au geste de Louis, le deuxième dédié à Antoine et le troisième dévolu à Mathieu. Plusieurs peintures inspirées de celles des Le Nain étaient ensuite présentées aux visiteurs et l'exposition se terminait par des œuvres dont l'attribution est toujours controversée1. De fait, la muséographie offrait un regard aux visiteurs mais, pour autant, dans quelle mesure les publics l'ont-ils perçu?

En concertation avec le commissariat d'exposition, un corpus de sept œuvres emblématiques de la perspective qu'il proposait fut constitué. Au musée, après avoir pénétré dans les premières salles et arrivant face à la première œuvre du corpus, les visiteurs étaient invités à se munir de tablettes tactiles sur lesquelles s'affichait une reproduction numérique de la peinture qui leur faisait face. Il leur était ensuite demandé de désigner par le tracé (lignes, courbes, points) ce qui attirait en premier leur regard, puis ce qu'ils estimaient saisissant dans l'œuvre. La suite de ce questionnaire visuel était administrée en respectant le rythme de visite de chacun. À la fin de leur parcours, les participants remplissaient un questionnaire textuel en fournissant des informations sociographiques (âge, sexe, formation, habitude de fréquentation des musées...)2.

En passant par le tracé, Ikonikat offre la possibilité de retarder le moment de l'énonciation verbale face aux œuvres et, par conséquent, de se rapprocher de l'expérience visuelle du visiteur³ ; lorsque les publics s'exprimaient d'eux-mêmes sur les annotations graphiques qu'ils venaient de réaliser, ces verbalisations étaient consignées dans un carnet de terrain et servaient par la suite à catégoriser les tracés recueillis. Cette typification était



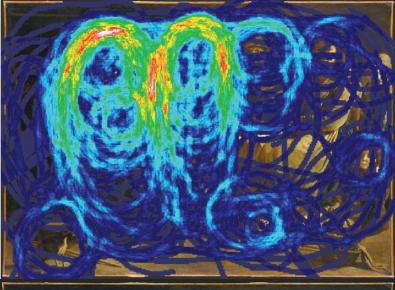
Visiteur utilisant Ikonikat © Claire-Lise HAVET/Musée du Louvre-Lens/IKONIKAT/CNRS Photothèque

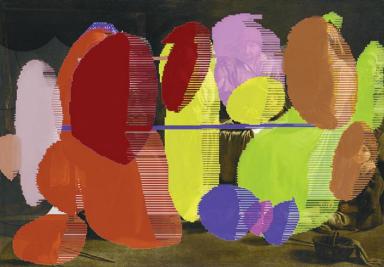
confrontée aux informations issues de cartes de chaleur permettant de visualiser la fréquence de répartition des tracés sur les œuvres (Figure 1). En parallèle, de manière à traiter l'ensemble des données, une classification des tracés était effectuée à l'appui d'un algorithme d'apprentissage. En somme, le traitement des tracés mêlait une approche qualitative de typification et une méthodologie quantitative de classification (Figure 2). Les 33 500 tracés récoltés au cours des 60 jours d'enquête ont ainsi pu faire l'objet d'une analyse intégrant les informations sociographiques transmises par les 750 visiteurs âgés de 4 à 93 ans ayant participé à l'étude.

^{1.} Milovanovic N. & Piralla-Heng Vong L. (dir.) 2017, Le mystère Le Nain, Editions Lienart.

^{2.} Les indicateurs sont communs à ceux exploités lors d'études antérieures sur les publics. Eidelman J., Jonchery A., « Sociologie de la démocratisation des musées », in Hermès, La Revue 2011/3 (n° 61) : 52-60.

^{3.} Voir à ce sujet l'influence des travaux de l'historien d'art Max Imdahl. À propos d'Ikonikat, voir l'article de CNRS Le journal de mars 2017 et la vidéo disponible en ligne







De haut en bas : Figure 1 : Carte de chaleur des premiers tracés effectués par les visiteurs sur Famille de paysan de Louis Le Nain Figure 2 : Classification des motifs par fréquence d'apparition, allant des couleurs chaudes vers les couleurs froides Figure 3 : Famille de paysan de Louis Le Nain © RMN-Grand Palais (musée du Louvre) / Angèle Dequier / Ikonikat / CNRS

Les traitements statistiques effectués soulignent la forte spécificité d'une variable dans l'organisation des motifs iconographiques, en l'occurrence celle du genre des visiteurs. Nous pouvons également noter que cet élément apparaît moins saillant pour les publics compris entre 25 et 55 ans. Néanmoins, les données étant forcément produites en contexte, en l'occurrence réalisées en situation de visite muséale, l'analyse de celles-ci impose de tenir compte des conditions dans lesquelles elles ont été récoltées et des caractéristiques de la population étudiée. De fait, la prévalence de la dimension genrée dans la réception des œuvres apparaît soutenue par plusieurs facteurs tels que l'âge, la configuration sociale de la visite⁴ (en famille, en couple, dans un cadre scolaire,...) et la formation des visiteurs. En effet, les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à accéder à l'exposition, phénomène accru chez les seniors où les visites entre femmes sont majoritaires. Concernant les jeunes publics, près de la moitié de l'effectif correspond à des enfants ayant découvert l'exposition dans un cadre scolaire, c'est-à-dire lors de visites au cours desquelles des sous-groupes de filles ou de garçons se constituent distinctement. Quant aux tracés réalisés par les visiteurs compris entre 25 et 55 ans, ceux-ci sont, pour plus des deux tiers, réalisés dans un cadre familial davantage orienté vers la prise en compte de la perception de l'enfant ou des enfants accompagnant que par un accès immédiat aux œuvres.

Ces éléments pris en considération, diverses modalités perceptives peuvent être identifiées. Par exemple, concernant le tableau Famille de paysans (Figure 3), nous observons auprès des publics masculins une nette tendance à faire état d'une exploration des plans en spirale aboutissant à une focalisation sur des détails à l'arrière-plan, alors que le regard d'une majorité de femmes se concentre sur l'expression des visages et les postures des personnages centraux. De même, les pieds nus des enfants représentés, les animaux de compagnie et les personnages en retrait focalisent plus l'attention des jeunes publics. La mise en avant par les publics de certains motifs plutôt que d'autres témoigne de l'empathie qu'ils éprouvent face aux œuvres, celle-ci faisant écho aux trajectoires sociales de chacun en dehors du musée. Elle souligne également le potentiel décalage entre l'expression verbale d'une émotion et sa perception visuelle. En effet, après avoir tracé avec Ikonikat, qu'ils soient hommes, femmes, adultes ou enfants, les visiteurs verbalisaient un sentiment de gravité face à cette œuvre et leurs tracés révèlent qu'ils ressentaient cette gravité à travers la prise en compte d'éléments picturaux distincts.

Par ailleurs, autant l'importance des regards frontaux des personnages est soulignée avec Ikonikat, autant ceux-ci semblent secondaires dans l'étude oculométrique (eyetracking) réalisée en parallèle sur les mêmes œuvres⁵. La complémentarité des deux approches met en lumière une stratégie d'évitement oculaire : il apparaît ainsi que les regards orientés vers le spectateur dans les scènes paysannes ne sont pas soutenus par les visiteurs alors qu'ils leur attribuent une signification primordiale. Cet élément interroge anthropologiquement autant notre culture contemporaine du regard que celle des frères Le Nain et de leurs acheteurs au xvııe siècle.

^{4.} Cette dimension est attestée par une méthodologie complémentaire déployée en parallèle (vom Lehn D., Heath C. & Hindmarsh J. 2001, « Exhibiting Interaction: Conduct and collaboration in museums and galleries », in Symbolic Interaction 24(2): 189-219). Nous avons obtenu l'autorisation de filmer une salle de l'exposition ; l'analyse vidéo de l'engagement corporel des visiteurs souligne la prégnance des interactions sociales dans la conduite des visites.

^{5.} Plusieurs approches d'études du visuel ont été exploitées sur ce corpus d'œuvres et ont fait l'objet d'un colloque-atelier organisé en mars 2017.

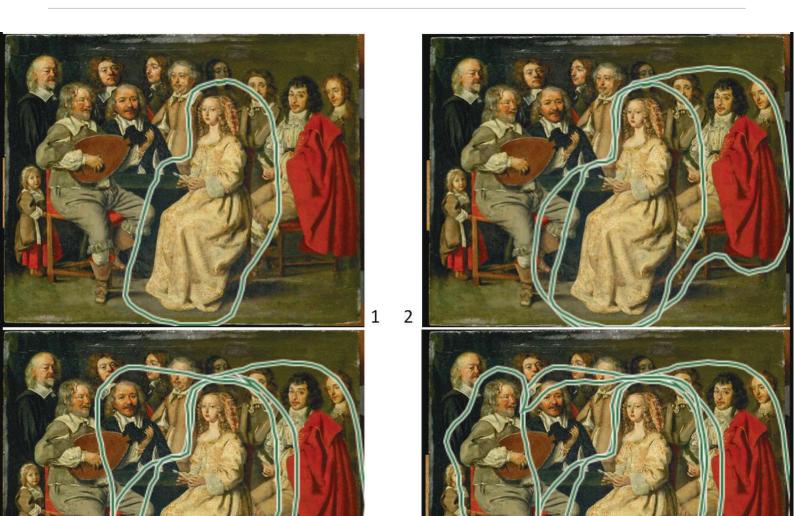


Figure 4 : Séquentialité de tracés-types révélant une interprétation de la scène comme une réunion de fiançailles. 1 : jeune femme, la fiancée. 2 : jeune homme, le fiancé. 3 : la fiancée et son père. 4 : le musicien agrémentant la scène. © RMN-Grand Palais (musée du Louvre) / Angèle Dequier / Ikonikat / CNRS

Concernant l'influence de la muséographie sur la perception des visiteurs, la notion de « mystère » et la présentation de cette problématique en début de parcours semblent clairement avoir un effet sur le déploiement des regards en situation. Au mystère de l'attribution se rajoute un mystère du sujet, ce dont témoigne une attention progressive vers les motifs picturaux à l'arrière-plan des œuvres. De plus, cette focalisation n'est pas observée si les publics effectuent la visite en sens inverse, c'est-à-dire s'ils ne bénéficient pas des informations contextuelles transmises dans les premières salles du parcours conçu par les commissaires de l'exposition. En d'autres termes, une formation du regard due à la muséographie s'effectue au cours de la visite.

Pour finir, la visualisation par Ikonikat du décalage entre la perception des publics profanes et celle des experts ouvre de nouvelles perspectives. Ainsi, une incompréhension des visiteurs concernant le titre de la Réunion musicale amène d'autres interprétations. Cet intitulé correspond à une interprétation experte postérieure à la réalisation des peintres et se réfère à l'avènement des airs de cours comme pratique de divertissement prisée des salons du xviie siècle. Or, la séquentialité des motifs relevés par plusieurs publics présente cette œuvre comme une scène de fiançailles (Figure 4). L'organisation des tracés révèle ainsi une autre interprétation cohérente et plausible qui entre en dialogue avec le savoir expert.

De fait, cette étude effectuée avec Ikonikat rend visible la diversité des regards des publics et, ce faisant, peut contribuer à interroger les pratiques de médiation culturelle dans l'espace muséal. Un des prochains enjeux consiste à adapter le dispositif pour traiter de la réception des sculptures et continuer à alimenter la complémentarité des méthodes et des approches entre Visual studies et Museum studies.

> contact&info Mathias Blanc, **IRHiS** mathias.blanc@univ-lille3.fr

Anarchy in the musée. De la délicate muséographie des marges

Luc Robène est historien, professeur à l'université de Bordeaux, membre de l'unité Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité (THALIM, UMR7172, CNRS / université Sorbonne Nouvelle – Paris 3) et musicien. Ses recherches portent sur l'histoire de la culture et des pratiques culturelles en France et en Europe (xviil- xxl siècles). Chercheuse CNRS au Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR, UMR7323, CNRS / Université François-Rabelais de Tours / Ministère de la Culture), Solveig Serre est historienne et musicologue. Ses recherches portent sur l'histoire des institutions culturelles en France et sur l'histoire de la scène punk en France depuis 1976. Tous deux sont responsables du projet de recherche ANR PIND (Punk is not dead : une histoire de la scène punk en France, 1976-2016).



Exposition « Punk is alive» organisée au FGO-Barbara à l'occasion du colloque *Punk is not dead, une histoire de la scène punk en France (1976-2016).*Photographies de Sue Rynski, commissariat d'exposition : Marine Schütz © Sue Rynski

Alors qu'aux États-Unis les musiques populaires issues du rock'n'roll sont devenues un objet de célébration mémorielle parmi d'autres depuis la création du Rock and Roll Hall of Fame and Museum, à Cleveland, en 1983, en France la mise en patrimoine de la culture rock est encore balbutiante. Si des expositions régulières fleurissent depuis une dizaine d'années à la Cité de la musique, si des livres-souvenirs font état de l'histoire de telle scène locale ou de telle salle de concert, le rock'n'roll n'est pas pour autant considéré en France comme patrimoine culturel, pas plus du point de vue des politiques publiques que des citoyens eux-mêmes. D'un côté, le manque de reconnaissance du monde institutionnel pour l'histoire et le passé des musiques populaires est considéré par les professionnels comme une injustice criante vis-à-vis d'autres formes de la culture ; de l'autre côté, les maigres prises en comptes dans un cadre mémoriel sont envisagées par les sciences sociales comme des contresens par rapport à leur supposée essence subversive — qu'il s'agisse d'initiatives publiques (qui tueraient leur spontanéité), marchandes (qui les réifieraient en produit) ou émanant des réseaux mêmes de ceux qui pratiquent ces musiques (qui n'auraient qu'une lecture partielle et partiale, et donc trop limitée, de l'histoire).

En ce domaine, le projet de recherche ANR Punk is not dead (PIND), consacré à l'histoire de la scène punk en France depuis 1976 jusqu'à nos jours, entend suivre une voie originale, en portant non seulement une attention particulière au travail d'identification, de collecte et de conservation, d'analyse et d'interprétation, ainsi que de valorisation des archives de la scène punk en France, mais également en s'appuyant, dans une perspective bottom up, sur un travail collaboratif entre une équipe interdisciplinaire de chercheurs (historiens, musicologues, historiens d'art, anthropologues, sociologues, géographes, etc.) et de partenaires membres des réseaux associatifs, musiciens et acteurs issus du terrain et apportant leurs compétences spécifiques et leurs propres réseaux.

La muséographie est au centre des préoccupations du projet PIND, par contraste — comme un élément problématique d'un point de vue épistémologique et anthropologique — et comme enjeu décisif. Car notre objet d'étude est profondément paradoxal : la muséographie d'un mouvement dont l'autodestruction faisait figure de manifeste (en témoigne le fameux slogan No Future) n'est pas une tâche aisée ; du moins ne va-t-elle pas de

soi. L'opposition à toute forme de conservation et d'exposition même si la mise en spectacle de l'éphémère et de la disparition constitue précisément une clef de subversion et de provocation essentielle pour le punk — est d'une certaine manière consubstantielle au mouvement et à ses lignes idéologiques originelles, et donc à son identité même.

La destruction récente, volontaire et assumée, par Joe Corré, des archives et objets cultes de ses célèbres parents, le manager des Sex Pistols Malcolm Mac Laren et la créatrice de mode Vivienne Westwood, pour commémorer les quarante ans du punk inventé par ses parents à Londres, représente sans doute l'une des manifestations les plus extrêmes et provocantes de ce refus de l'enfermement muséal du punk. Dans ce rapport des punks au temps, marqué par une injonction paradoxale — se souvenir d'un passé sans avenir et célébrer cette absence de futur comme constitutive d'une identité —, la mémoire et l'histoire cohabitent de manière souvent conflictuelle. Exposer l'histoire de la scène punk en France revient donc à prendre en considération des faits objectivables, mais suppose également d'intégrer les éléments sensibles qui participent à structurer la mémoire des acteurs et à définir un récit collectif alors que chacun détient sa vérité.

Une autre difficulté, et non des moindres, consiste à conférer de la légitimité à un objet considéré avec circonspection dans la société (qui le réduit souvent à l'image du marginal violent à crête, tatoué et percé, ou du punk à chien) et jouissant a fortiori d'un statut problématique dans le champ académique en France (pour des raisons de cloisonnements disciplinaires, de la prédominance de la sociologie et des approches bourdieusiennes de la culture). Dans le même temps, il faut également faire accepter aux acteurs de la scène punk, ceux-là mêmes qui constituent notre objet d'étude, l'idée que des scientifiques allaient travailler sur leurs pratiques artistiques et leurs usages sociaux sans leur voler quoi que ce soit, sans figer ni « muséifier » précisément ces mondes vécus. Aussi la plus grande prudence pour manier cette perspective muséographique s'impose-t-elle.

L'on se souvient par exemple des polémiques qui accompagnèrent l'exposition « Europunk », en 2013, à la Cité de la musique-Philharmonie de Paris, entre Patrick Eudeline, chanteur du groupe punk Asphalt Jungle (1977), ancien journaliste de Best puis membre indéfectible des rédactions de Rock & Folk, et Éric de Chassey, alors directeur de la villa Médicis et commissaire de l'exposition, polémiques particulièrement édifiantes au regard des projets et des régimes mémoriels et historiques dont ils sont chacun porteurs. Là où Eudeline lui reproche de n'avoir aucun vécu et de passer à côté de l'essentiel du punk, de Chassey contre-attaque précisément sur la propension du journaliste à tisser le récit arrangé du punk. La réponse du commissaire est éclairante : elle montre la perception du travail de la mémoire et rend compte de ce qui pourrait être décrit comme la définition d'un champ de concurrence pour la mémoire légitime. En opposant deux visions de cette reconstruction du temps punk, la passe d'armes entre deux figures d'autorité — l'une activiste, l'autre scientifique montre bien comment le temps vécu et le temps recomposé, celui de l'exposition, travaillent de manière conflictuelle, et souligne en creux les enjeux mémoriels attachés à la présence d'acteurs qui ont été à la fois partie prenante du mouvement punk et auteurs du récit qui l'a révélé, voire reconstruit.

Pourquoi conserver ? Pourquoi exposer ? Il y a selon nous deux réponses essentielles. D'une part, comme le montre en permanence notre travail de terrain, le désir de mémoire des acteurs et du public est en réalité bien plus puissant que l'horizon destructeur qui pouvait animer le mouvement à ses débuts et qui subsiste aujourd'hui à l'état de souvenir régulièrement réactivé. Les premiers punks ont vieilli ou ont disparu, d'autres générations d'acteurs ont surgi, et de surcroît une part non négligeable de la société se reconnaît dans cette culture : les enjeux attachés au souvenir n'en apparaissent que plus saillants. D'autre part, le punk, en se survivant à lui-même et en définissant ses propres dynamiques de réinvention du monde, s'est mué en prisme essentiel pour observer le fonctionnement de notre société contemporaine appréhendée depuis ses marges, au rythme d'une création en résistance dans laquelle les acteurs se reconnaissent. Dans cette perspective de reconnaissance en construction, les différents supports pouvant faire l'objet d'une muséification existent bel et bien et sont même abondants, qu'ils soient sonores (disques, démos, films, enregistrements légaux ou pirates de concerts, sessions musicales, émissions de radio qui interrogent le fond musical du punk), documentaires (flyers, badges, autocollants, pochettes de disgues, fanzines, photographies qui donnent un sens et une matérialité à cette musique dans ses aspects médiatiques, esthétiques, visuels et identitaires) ou « vivants » (basés sur la parole et la mémoire des acteurs). Il convient de souligner en outre le caractère particulier d'urgence de la sauvegarde de cette mémoire fragile qui est en train de s'éteindre en raison de la vulnérabilité de ses acteurs, confrontés à des styles de vie souvent rudes et des formes d'addiction généralement redoutables, qui ne laissent qu'une espérance de vie singulièrement réduite. Il faut également tenir compte de la fragilité et du caractère périssable des supports matériels, consubstantiels de l'idéologie punk prônant le bricolage et la débrouille : K7 audio autoproduites, photos amateurs et polaroïds, flyers faits main et fanzines photocopiés, supports de promotion rafistolés, tous échappant au dépôt légal.

Deux enjeux sont essentiels : ne pas paralyser artificiellement un mouvement dont la fluidité, l'esprit de résistance et la motricité subversive n'ont cessé de s'aviver au feu des luttes artistiques, sociales et sociopolitiques durant quarante ans ; trouver un équilibre entre nécessité de montrer et nécessité de construire la légitimité de l'exposition comme processus partagé, reconnu, accepté ; autrement dit, trouver un équilibre fragile entre savoir savant et connaissance du terrain par le terrain. Il s'agit donc d'inventer un modèle collaboratif qui seul peut permettre de créer de la ressource (archives, entretiens, enquêtes, observations) et simultanément d'acquérir une forme de légitimité muséale comme procédure co-construite. En ce sens, l'approche muséographique ne peut relever que de moments négociés au cours desquels les formes d'exposition tracent des étapes dans le travail de recherche et deviennent selon la belle expression de Marc Touché des « recherche-exposition-livre-cd-concert et débat public », autrement dit une attitude de travail collectif et une recherche engagée qui va toujours à la rencontre de l'autre.

Dans le cadre de notre projet, l'une des étapes de ce travail a été d'inclure dans nos manifestations scientifiques des temps d'exposition émanant d'un travail de recherche mené par un membre « non chercheur » de notre équipe, la photographe Sue Rynski, sur la scène punk actuelle en Île-de-France, ainsi que des moments de réflexion spécifiques dédiés à ce travail de recherche-exposition et à son évolution, assortis d'échanges entre Sue, notre équipe de chercheurs et l'ensemble des acteurs présents à ces journées. Ce modus operandi, qui a permis de donner une dimension collaborative et constructive supplémentaire à cette exposition photographique in progress, constitue l'un des exemples les plus représentatifs de ce que nous entendons défi-

nir comme la base d'un modèle interactif dans la construction d'une muséographie sensible : celle qui, associant les acteurs au processus d'exposition, permet d'éviter l'écueil de la « muséomomification ». Dans le même esprit, nous avons conçu une base de données collaborative qui permet de recenser non seulement des données sur les groupes et les musiciens, mais également des archives numérisées, assurant ainsi une mission de conservation. Cet outil participatif de collecte ouvre de nouvelles perspectives dans la manière de recueillir à grande échelle des éléments essentiels du patrimoine et de retravailler et négocier de façon collective, participative et collaborative ce qui relève des enjeux de connaissance et de patrimonialisation. Un horizon scientifique ambitieux se dessine à plus long terme : la création d'un Centre d'archives et de recherches sur les cultures alternatives (Maison de la culture punk) dont les missions consisteraient à recueillir, conserver, patrimonialiser et mettre à disposition les ressources et le partage des connaissances. Un lieu d'échanges, de collaboration et de partage, dédié à l'organisation d'événements et à la constitution d'expositions destinés à promouvoir la connaissance du punk en France.

Par conséquent, notre projet s'inscrit à divers titres pleinement dans les enjeux muséographiques et tente de relever le défi d'une scène toujours vivante qu'il s'agit de ne pas anesthésier. Il envisage de développer une dimension citoyenne de la « muséification » qui est sans doute la seule clef possible pour parler de muséographie dans le punk : un projet adossé à la science et à la recherche, mais construit collectivement (avec les acteurs notamment, mais pas seulement) et avec une reconnaissance mutuelle, maximale et respectueuse du monde qui est ainsi exposé et éclairé.

contact&info

► Luc Robène, THALIM luc.robene@u-bordeaux.fr Solveig Serre, CESR solveig.serre@gmail.com ► Pour en savoir plus http://pind.univ-tours.fr



Un public mixte à l'auditorium de la médiathèque Quai des Mondes (Mondeville), à l'occasion d'une journée d'étude consacrée à l'histoire de la scène punk à Caen (1976-2016) © Sue Rynski

La mise en exposition comme pratique et objet de recherche en anthropologie

Benoît de l'Estoile, anthropologue, est directeur de recherche au Centre Maurice Halbwachs (CMH, UMR8097, CNRS / EHESS / ENS Paris) et professeur attaché à l'Ecole normale supérieure. Il a travaillé sur les savoirs et les politiques de la différence dans les mondes coloniaux et post-coloniaux, notamment dans les musées. Il enquête sur les transformations des mondes populaires au Brésil. Il coordonne actuellement ,au sein du Labex Tepsis, le projet « Oikonomia, une anthropologie politique de la maison ».



« J'ai passé 18 ans à travailler ici », Bau Presidente. Bannières-portraits, exposition Nous sommes devenus des personnes, ENS Paris, juin 2003 © ENSAD

Les diverses disciplines des sciences humaines et sociales entretiennent avec les musées et les expositions des relations variées. Ainsi, philosophie, sociologie et science politique n'ont pas été organiquement liées au musée, même si elles le prennent parfois comme objet. Les musées étant souvent tournés vers le passé, nombreux sont les historiens qui s'y intéressent. Comme l'histoire de l'art, l'anthropologie est en grande partie née au musée. S'inscrivant dans la continuité des musées d'histoire naturelle, les musées ethnographiques ont été créés au xixe siècle, avant tout comme des lieux d'accumulation et de classement de matériaux pour les savants et de mise à disposition pour l'étude. C'est cette ambition encyclopédique qu'exprime la notion de « musée-laboratoire », revendiquée tant par le Musée de l'Homme que par le musée des Arts et Traditions Populaires (ATP), Créés tous deux en 1938 pour être ce qu'on appellerait aujourd'hui de « grands

équipements de recherche » structurant la discipline, le premier avait pour mission de constituer les « archives totales de l'Humanité » (Griaule) et le second de développer « l'ethnologie de la France »1.

Comme pour les musées d'histoire naturelle, la recherche s'est, depuis, largement déplacée hors des musées, vers l'université et les organismes de recherche comme le CNRS ou l'IRD. L'anthropologie a perdu dans les années 2000 ses deux grands musées : les collections ethnographiques du Musée de l'Homme ont rejoint le Musée du quai Branly (inauguré en 2006), tandis que celles des ATP sont parties à Marseille, au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), ouvert en 2013. Un « nouveau Musée de l'Homme », partie intégrante du Muséum, a rouvert en 2015.

^{1.} Voir Blanckaert C. (dir.) 2015, Le Musée de l'Homme, histoire d'un musée laboratoire, Artlys/Muséum national d'Histoire naturelle.



Seu Gildo, Dona Morena et Seu Zeca visitent l'exposition Nous sommes devenus des personnes dans le musée local. Seu Zeca est à côté de la photographie le montrant en 1999 en train de construire sa maison © B. de L'Estoile, 2006

C'est sur fond de ces transformations importantes que se sont développés, depuis les années 2000, de nouveaux questionnements sur les rapports entre recherche en sciences sociales et musées. J'aborderai ici ses deux versants, à partir de ma propre expérience : d'un côté, la mise en exposition des enquêtes ; de l'autre, les enquêtes sur les musées et la mise en exposition.

Une exposition laboratoire : *Nous sommes* devenus des personnes

De même que l'écriture d'un article n'est pas réductible à la diffusion d'un savoir préexistant, mais participe de la construction de celui-ci, mettre en exposition une enquête n'est pas donner une forme à un fond qui serait déjà préexistant : elle implique un triple processus de mise en ordre, de mise en forme et de mise en espace.

De 2001 à 2003, j'ai participé, au sein d'une équipe réunissant chercheurs et étudiants de l'École normale supérieure et étudiants en Arts Déco (École nationale supérieure des arts décoratifs), à la réalisation d'une exposition, Nous sommes devenus des personnes. Nouveaux portraits du Nordeste brésilien, à partir d'une enquête de terrain collective franco-brésilienne réalisée au Nordeste du Brésil entre 1997 et 1999². Nous y avions étudié, dans la région des grandes plantations de canne à sucre au Sud de Recife, un mouvement d'occupations de terres, associé à une politique de « réforme agraire » menée par le gouvernement brésilien, donnant à un certain nombre d'individus et de familles la possibilité nouvelle d'avoir accès à une terre et à une maison et, donc, d'« être chez soi ».

On pourrait parler ici d'exposition-laboratoire, dans la mesure où nous voulions expérimenter des solutions à la fois intellectuelles et visuelles pour rendre compte non pas d'une culture statique comme le faisaient les expositions ethnographiques du passé mais du passage d'un monde vécu à un autre, dans une situation de transformation sociale rapide, tout en respectant la pluralité des points de vue. Le titre reprenait les paroles d'un bénéficiaire de la redistribution des terres, expliquant ce qui a changé dans sa vie : « Nous sommes devenus des personnes », c'est-à-dire des « êtres humains », ce qui a un sens fort dans cette région marquée par l'esclavage où les travailleurs de la terre, le plus souvent d'ascendance amérindienne ou africaine, étaient soumis à un fort mépris social. La présentation de portraits photographiques, individuels, identifiant les personnes par la façon dont elles étaient appelées localement (prénom ou surnom), traduisait visuellement cette fierté nouvelle. Des extraits d'entretien soulignaient qu'en anthropologie, la parole des acteurs est centrale : ceux-ci ne sont pas de simples « objets d'enquête » ou les sujets muets de photographies offertes au regard du visiteur, mais des interlocuteurs.

Cette expérience était enrichie par le fait qu'en parallèle, l'anthropologue brésilienne Lygia Sigaud préparait, à partir de la même enquête collective mais avec d'autres choix intellectuels et artistiques, une importante exposition, Lonas e Bandeiras em Terras Pernambucanas (« bâches noires et drapeaux rouges dans les terres du Pernambouc »), au Musée national de l'université de Rio de Janeiro (à la fois muséum d'histoire naturelle et musée ethnographique).

L'exposition a exploré des questions qui ont fait par la suite l'objet

^{2.} Pour une présentation plus détaillée, voir le site de l'exposition présentée à l'ENS Paris en 2003 et à l'université de Dijon en 2005.

de programmes de recherche. Ainsi, un axe de l'exposition réalisée en 2003, inspiré par nos interlocuteurs, portait sur les habitations : pour eux, qui avaient le plus souvent habité « chez les autres » dans les plantations sucrières ou les périphéries urbaines, accéder au programme de réforme agraire signifiait la possibilité non seulement d'accéder à une terre, mais surtout d'être « chez soi ». Plus récemment, ce thème a inspiré un projet de recherche³.

Continuant par la suite mes enquêtes dans la même région, j'ai pu organiser la présentation, dans le modeste musée local, de photographies d'abord exposées à la Maison des sciences de l'Homme Paris (actuelle FMSH) en 2000. Une exposition « ethnographique » présente à un public lointain une réalité qui lui est radicalement étrangère. Transportée quelques années plus tard sur le lieu de l'enquête, elle devient une exposition sur un moment de l'histoire locale, présentant des personnages familiers. Exposer des portraits de paysans pauvres dans l'ancien bâtiment de l'Intendance, où figuraient au mur des photographies de maires ou d'ecclésiastiques, constituait une rupture symbolique.

L'expérience de réalisation d'une exposition, obligeant à prendre la mesure des contraintes matérielles, institutionnelles et personnelles, permet de saisir concrètement à quel point des problèmes apparemment d'ordre « technique » mettent en jeu des choix intellectuels, éthiques, voire politiques.

Enquêter sur les musées et la mise en exposition

Cette expérience a nourri en retour les questionnements sur les mises en exposition qui l'avaient inspirée. Le débat autour de l'ouverture du musée du quai Branly était polarisé par une opposition entre une approche « scientifique » — revendiquée par les défenseurs du Musée de l'Homme, insistant sur la mise en contexte — et une approche « esthétique », liée à la notion d'Arts premiers. Une démarche associant historicisation (mobilisant histoire coloniale, histoire des sciences et histoire des expositions) et comparaison (en regardant les transformations de ce type de musées dans d'autres contextes) a permis de montrer comment ces diverses façons de mettre les autres en musée s'ancraient dans le passé colonial et d'explorer de nouvelles voies muséographiques.

L'ouvrage Le Goût des Autres. De l'exposition coloniale aux Arts premiers⁴ a contribué, avec d'autres travaux, à faire prendre conscience dans le monde des musées français des enjeux politiques, en particulier de l'importance de réfléchir aux héritages coloniaux.

Le sens des collections ethnographiques s'est transformé. Si le paradigme de la collecte dans une visée encyclopédique est devenu obsolète, ces collections ont acquis d'autres significations, artistiques et patrimoniales. Les recherches sur la provenance des objets, sur leurs parcours depuis les lieux où ils ont été fabriqués, jusqu'aux musées où ils sont montrés, sont essentielles. Les photographies, autrefois collectées comme fournissant des données objectives sur la réalité ethnographique. Elles sont aujourd'hui considérées comme des documents historiques sur des formes multiples de la rencontre coloniale ou comme ayant une valeur patrimoniale pour les descendants (directs ou revendiqués) des personnes qui figurent sur les photographies.

Les musées face aux héritages coloniaux

L'actualité des demandes de restitution à leurs « groupes d'origine » de « restes humains » ou d'objets pillés risque de dissimuler les enjeux de la réappropriation et des modalités de par le Centre Maurice Halbwachs (CMH, UMR 8097, CNRS /

Un des enjeux des études de musée, c'est la possibilité de contribuer à la réflexion sur les modalités d'exposition. L'histoire du musée et des collections apparaît dès lors non plus comme une activité annexe (d'ordre historique et mémoriel), mais comme possédant un caractère central pour le musée lui-même. Elle constitue en effet une condition de possibilité de la compréhension par le visiteur de ce qu'est le musée et aussi, potentiellement, d'une prise de distance critique par rapport à lui.

Les enquêtes sur les pratiques de collecte et d'exposition contribuent ainsi à transformer les pratiques contemporaines de mise en exposition, dans la mesure où les musées intègrent de plus en plus la dimension réflexive. Partir du parcours des objets, depuis la société où ils ont été fabriqués jusqu'au musée où ils sont exposés, permet de comprendre et d'analyser les rapports entre les sociétés européennes et les autres au cours de l'histoire. Les histoires d'objets, nouées à celles des personnes et des groupes qui les ont créés, faits circuler, regardés, constituent un moyen privilégié de faire percevoir aux visiteurs la multiplicité et la complexité des liens passés et présents entre l'Europe et les hommes et femmes des autres continents.

> contact&info ► Benoît de l'Estoile, CMH blestoile@gmail.com

^{3.} Projet « Oikonomia. Une anthropologie politique de la maison » financé par le Labex Tepsis.

^{4.} De l'Estoile B. 2010, Le Goût des Autres. De l'exposition coloniale aux Arts premiers, Flammarion.

CAMPUS CONDORCET # PERSPECTIVES

Le Grand équipement documentaire du Campus Condorcet, bibliothèque délégataire de CollEx-Persée



Salle de lecture du Grand équipement documentaire © Elizabateh de Portzamparc, Région lle-de-France

Au printemps dernier, le Grand équipement documentaire (GED) a été sélectionné pour faire partie des neuf bibliothèques délégataires du groupement d'intérêt scientifique (Gis) CollEx-Persée, initié par le Ministère, sur la thématique Sociétés et populations : démographie, sociologie et histoire sociale.

Le Gis CollEx-Persée a pour objectif de rapprocher les chercheurs des gisements documentaires scientifiques, en fédérant les acteurs de l'information scientifique et technique. En s'appuyant sur les structures documentaires nationales, et en articulation avec les programmes de recherche, le Gis s'attachera à accroître la collecte, le signalement, l'accès, la conservation, et à faciliter les usages des collections à destination des chercheurs. Il soutiendra la collecte et la production de matériaux de la recherche et développera des services associés performants.

Un domaine d'excellence pour le GED : Sociétés et populations

En tant que bibliothèque délégataire en démographie, sociologie et histoire sociale, le GED bénéficiera dès 2018 d'une dotation annuelle, afin de renforcer les collections dans ces domaines et d'animer le réseau documentaire Sociétés et populations. Le Gis apportera également une aide financière au développement de services de soutien à la recherche, via des appels à projets.

L'axe disciplinaire retenu, élaboré en concertation avec l'ensemble des membres fondateurs, s'inscrit pleinement dans la dynamique scientifique portée au sein du Campus. Autour de cette thématique convergent à la fois des fonds documentaires uniques, dont

la réunion sur le site du Campus Condorcet formera un ensemble exceptionnellement riche, mais aussi des axes de recherche en plein essor. Ce projet s'inscrit dans une logique forte de pluridisciplinarité entre les humanités et les sciences sociales.

Une reconnaissance de la richesse des collections du GED

Si l'axe disciplinaire retenu n'épuise pas la richesse documentaire du GED, la participation au Gis lui permet de s'inscrire pleinement dans le paysage documentaire national, en complémentarité d'autres bibliothèques de référence. Le projet du GED réunit depuis 2010 une cinquantaine de bibliothèques, centres de documentation et services d'archives. CollEx est ainsi une reconnaissance de la richesse de ses collections, dont la constitution s'est toujours faite pour, et surtout avec les chercheurs.

Outre une abondante documentation imprimée publiée dans de multiples langues, les institutions rejoignant le GED ont collecté un ensemble exceptionnel de matériaux de recherche sur tous supports, auxquels il faut ajouter 4,5 kilomètres linéaires d'archives scientifiques : archives de chercheurs, notamment en histoire, mais aussi archives de laboratoires, devenant ellesmêmes matériaux de recherche et sources de données pour de

nouveaux travaux ou pour l'histoire de la recherche en sciences humaines et sociales.

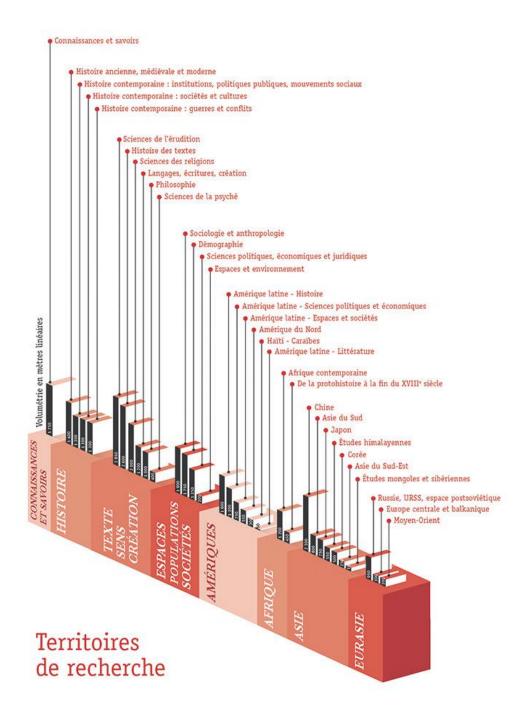
Le succès de cette candidature est également un encouragement pour la qualité du travail collectif d'une cinquantaine de services documentaires, dont les fonds sont amenés à rejoindre le GED en 2019. Véritable réseau de bibliothèques de recherche, le GED permet déjà de multiplier les situations de mutualisation, de partage d'expertise et de coordination pour le développement de collections et services.

contact&info

Stéphanie Groudiev, Chef de projet GED

stephanie.groudiev@campus-condorcet.fr

► Pour en savoir plus http://bit.ly/2lt2tqy



Les collections du Grand équipement documentaire © LM Communiquer, Campus Condorcet

UN CARNET À LA UNE







DLIS. Digital Libraries & Information Sciences

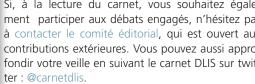
Le carnet DLIS (Digital libraries and information sciences) est une initiative datant de 2016 qui matérialise la convergence entre la recherche en sciences humaines et sociales — et plus particulièrement les sciences de l'information et de la communication et les professionnels des bibliothèques. Ce mouvement s'incarne dans le travail éditorial commun mené par Catherine Muller, conservateur des bibliothèques à l'École nationale des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), Benoît Epron et Hans Dillaerts, maîtres de conférence en sciences de l'information et de la communication respectivement à l'ENSSIB et à l'université de Montpellier 3.

DLIS compte aujourd'hui une douzaine de contributrices et contributeurs qui construisent à travers ce carnet un espace d'information et d'échanges autour des enjeux liés à la transition numérique, qu'ils définissent comme l'ensemble des « mutations engendrées par le numérique sur les pratiques professionnelles et l'économie des connaissances ». Les billets proposés traitent notamment de questions liées au livre numérique, à l'open data, au web des données ou encore aux transformations des bibliothèques de recherche.

Les lectrices et lecteurs intéressés pourront donc y trouver une

veille fournie sur les différentes actualités de ces domaines (appels à contribution, collogues, annonces de soutenances ou de publications...) mais aussi des interviews, des comptes rendus d'ouvrages, des webinaires et retours d'expériences...

Si, à la lecture du carnet, vous souhaitez également participer aux débats engagés, n'hésitez pas à contacter le comité éditorial, qui est ouvert aux contributions extérieures. Vous pouvez aussi approfondir votre veille en suivant le carnet DLIS sur twit-



Céline Guilleux, Marion Wesely et François Pacaud



Catherine Muller, Enssib

catherine.muller@enssib.fr

Pour en savoir plus http://dlis.hypotheses.org http://www.openedition.org/16251





contact&info ► François Pacaud

CLEO / OpenEdition francois.pacaud@openedition.org

> Pour en savoir plus http://www.openedition.org

http://cleo.openedition.org

ns de nommer des connaissances humanistes su

la **ettre** de l'InSHS

- ▶ Directeur de la publication François-Joseph Ruggiu
- ▶ Directrice de la rédaction Marie Gaille
- ▶ Responsable éditoriale Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- ▶ Conception graphique Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- ▶ **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- Crédits images Bandeau
 Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- ➤ Pour consulter la lettre en ligne www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- ► S'abonner / se désabonner
- ► Pour accéder aux autres actualités de l'INSHS www.cnrs.fr/inshs

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN: 2272-0243